

DON FRANCE - AMÉRIQUE LATINE

ARGENTINE

EN LUTTE

No. 0 Février-Mars 1975



GROUPE DE SOLIDARITE

AVEC LE PEUPLE ARGENTIN

40 P 10319
GSPA

L'ARGENTINE

EN BREF

BDIC

L'Argentine est située à l'extrémité sud du continent américain. Elle est entourée par le Brésil, le Paraguay, la Bolivie, l'Uruguay et le Chili. Sa superficie est de 2.800.00 km², cinq fois celle de la France. Sa population comporte 25 millions d'habitants dont la grande majorité est d'origine européenne et dont la plus grande partie habite les grands centres urbains (Buenos Aires, capitale du pays, avec plus de 9 millions d'habitants - Cordoba, centre industriel important avec 1 million d'habitants - Rosario, avec une population à peu près égale - etc...) ou des villes de moindre importance. La répartition de la population active est la suivante: paysans: 15%; ouvriers: 36.9%; employés, professions libérales, petits commerçants, etc.: 47,5%.

L'économie argentine est très diversifiée, surtout depuis la seconde guerre mondiale. Le pays est un grand producteur de céréales et de bétail, mais il possède aussi une industrie légère dont certains produits commencent à être exportés. Actuellement de gros efforts sont déployés vers l'exploitation des différentes sources d'énergie: charbon, pétrole, barrages etc...

Les investissements étrangers occupent une place primordiale dans l'économie. Ces capitaux proviennent fondamentalement des Etats-Unis, et aussi d'Europe; ils se répartissent ainsi: Etats-Unis, 41%; Italie, 15%; France, 14%; Grande-Bretagne, 11%; Suisse, 7%.

Environ 1% de propriétaires fonciers possèdent plus de 70% des terres; un millier de personnes sont propriétaires d'une surface équivalente à celle de l'Italie, de la Hollande et du Danemark réunis.

La concentration est aussi très marquée dans l'industrie: 0,2% des propriétaires contrôlent 65% de la production et emploient 50% des ouvriers■

Directeur de la publication: G. Peries.

Pour toute correspondance:

G. PERIES B.P.143

75663 PARIS CEDEX 14

(ne pas mentionner le GSPA)

Prix du numéro: 4 F

Prix de soutien: 5 F

~~Buenos Aires - Mardi 20h
67, rue de Thiers
Métro E.204~~
~~- HAYDÉE - aux heures de bureau.
BOL 5821 84/15h.~~

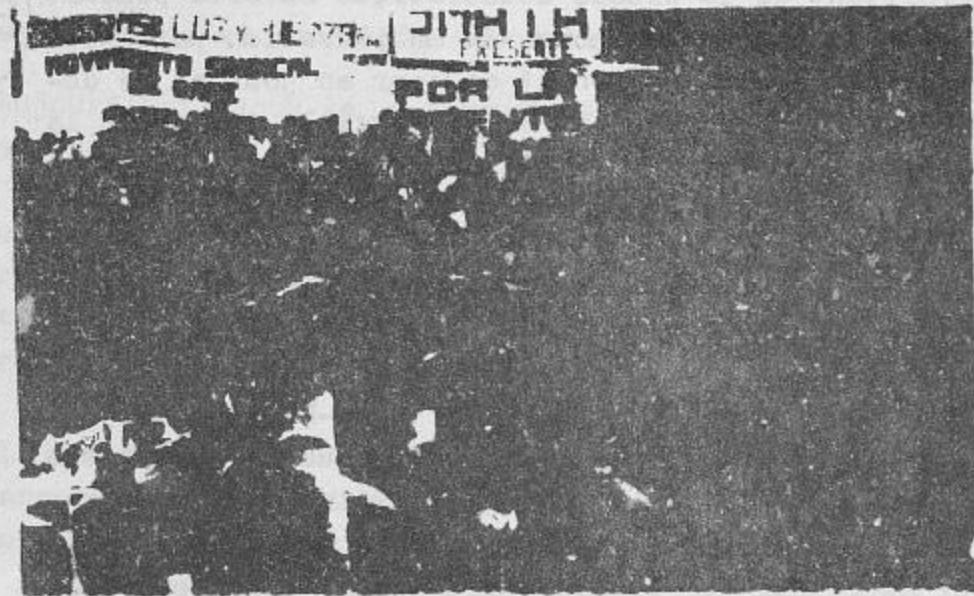
BDIC

L'ARGENTINE AUJOURD'HUI:

luttres populaires et répression

Lorsqu'à la veille de l'instauration du nouveau gouvernement constitutionnel, en mai 1973, les observateurs dressèrent le bilan de la situation en Argentine, tous coïncidèrent à affirmer que les élections du mois de mars avaient été l'occasion, pour des millions d'Argentins, de condamner la dictature militaire et son régime d'exploitation économique et d'oppression sociale, et d'exiger le rétablissement des libertés démocratiques et la libération immédiate de tous les prisonniers politiques. Les Argentins réclamaient en outre le châtiement de tous ceux qui, de près ou de loin, avaient trempé dans les innombrables crimes commis contre le peuple.

Néanmoins, vingt mois après l'instauration du nouveau gouvernement, les prisons argentines sont à nouveau remplies de centaines de prisonniers politiques. Le nombre des militants populaires massacrés, enlevés et torturés dépasse de loin celui des victimes de la répression exercée entre le 6 septembre 1930 - date du coup d'Etat militaire fascisant qui renversa le gouvernement constitutionnel de l'époque - et le 25 mai 1973, jour où Hector José Campora, élu aux élections de mars 1973, assumait la présidence du pays.



Assises du Mouvement Syndical Combatif à Córdoba.

BDIC

Le point culminant de la répression exercée pendant la dictature militaire avait été le massacre de seize combattants révolutionnaires à la base aéronavale de Trelew. Beaucoup nourrissait l'espoir que ce changement de gouvernement permettrait de tourner à jamais une page de l'histoire argentine caractérisée par la répression féroce des luttes populaires.

Les faits ont toutefois démontré que les choses étaient loin de se passer ainsi. Les assassinats et les tortures ont continué. Il ne s'agit pas, comme certains milieux semblent le croire, de crimes occasionnels commis par des individus dépravés. Non, dans ce pays capitaliste dépendant qu'est l'Argentine, la terreur contre-révolutionnaire constitue la manifestation la plus éloquente du rôle joué par les forces armées, la police et les bandes fascistes organisées et dirigées par le gouvernement et la mafia syndicale.

Profitant de la brèche démocratique ouverte pendant le gouvernement de Campora, la mobilisation populaire loin de diminuer, s'étendit de jour en jour et se développa tout le long de cette nouvelle étape de la lutte de classes qui avait débuté avec l'héroïque "Cordobazo" de mai 1969.

La réponse du péronisme bourgeois a été claire et précise: l'instauration d'un nouveau type de répression. Ainsi, dans un premier temps, les bandes fascistes organisées par le ministère du "Bien-Etre Social" et les syndicats bureaucratiques, ont assumé l'entière responsabilité de la répression. Elles sont responsables du massacre d'Ezeiza. En effet, le 20 juin 1973, jour du retour de Peron, une imposante manifestation populaire fut attaquée par ces bandes. Plus de 100 manifestants furent tués et un nombre considérable de militants du péronisme populaire et combatif, enlevés et torturés.

Puis, à la suite de la démission de Campora, alors que la présidence était assumée par un personnage fort obscur, un certain Lastiri, la police reçut l'ordre de renforcer les mesures répressives. Enfin, Peron prit lui-même les rennes du pouvoir. Cependant, les luttes populaires avaient atteint une telle intensité, et l'offensive de la guérilla, une telle ampleur, que les forces armées décidèrent, à nouveau, d'intervenir de plus en plus ouvertement.

Pendant ce temps, le gouvernement entreprenait de réformer le code pénal et remettait en vigueur certaines lois répressives qui, dans bien des cas, étaient plus réactionnaires que celles appliquées pendant la dictature militaire. Les tortures, les enlèvements et l'assassinat de militants et de simples citoyens deviennent pratique courante. C'est le règne de la ter-

reur blanche, et la presse populaire est interdite.

Aujourd'hui, sous le gouvernement d'Isabel Peron, ces mêmes forces armées s'affichent ouvertement comme le bras armé de la bourgeoisie et de l'impérialisme. Leurs actions viennent compléter celles des groupes para-militaires ou para-policiers comme l'Alliance Anti-communiste Argentine (AAA) qui sème la terreur parmi la population.

L'état de siège a été décrété. Plus de 2000 prisonniers politiques sont enfermés dans les cachots du régime; la majorité d'entre eux n'ont pas subi de procès et n'ont aucun avocat pour les défendre, étant donné que ceux-ci sont systématiquement pourchassés et arrêtés (plusieurs d'ailleurs ont été assassinés!). Le régime de détention, tout à fait inhumain, ressemble de plus en plus à celui qui prévalait sous la dictature militaire. Enfin, le gouvernement étudie actuellement la possibilité d'unifier tous les appareils répressifs au moyen d'une soi-disant loi de défense nationale.

Mais comment donc une telle situation a-t-elle été possible, quand on sait que le gouvernement actuel a été porté au pouvoir par le vote populaire? Il n'est pas facile de répondre à cette question. Nous pouvons dès maintenant affirmer qu'en dépit de la propagande démagogique du péronisme bourgeois et bureaucratique, les structures économiques, politiques et sociales, qui sont à la base de la répression sont demeurées inchangées. Le gouvernement, qui se vante d'avoir réaménagé les structures économiques, n'a fait en somme que renégocier avec l'impérialisme les modalités de la dépendance de l'Argentine. Il a bel et bien consolidé et renforcé le pouvoir de la grande bourgeoisie locale, étroitement intégrée aux intérêts de l'impérialisme

me, et décider de maintenir coûte que coûte la situation contre laquelle se dressent la classe ouvrière et les autres classes populaires (voir note sur la bureaucratie syndicale).

La présente brochure a pour but de combler, un tant soit peu, le manque d'information sur la violation des libertés démocratiques en Argentine. Il ne fait pas de doute que la chronologie des innombrables mesures et actions répressives, qui ont été prises par ce gouvernement, sa police, ses bandes fascistes et les forces armées, est malheureusement incomplète. Par la publication de cette brochure, le GROUPE de SOLIDARITE avec le PEUPLE ARGENTIN entend amplifier l'appel général à la solidarité internationale, et en particulier à la solidarité de tout le peuple français avec les masses argentines qui luttent pour leur libération. Il est, selon nous, un devoir pour tous d'appuyer toutes les organisations du mouvement ouvrier et populaire, et de dénoncer le gouvernement répressif et réactionnaire argentin qui a dévoilé son véritable caractère d'instrument de la grande bourgeoisie argentine et de l'impérialisme yankee.

Il est par conséquent nécessaire de contribuer à consolider en France un mouvement de solidarité, large et unitaire, avec la lutte du peuple argentin pour la liberté et la démocratie, contre l'état de siège, les lois répressives, les tortures et les mesures arbitraires appliquées aux détenus, la terreur para-policière, ainsi que pour la libération de tous les prisonniers politiques. Tels sont aujourd'hui quelques-uns des aspects fondamentaux de la longue lutte qu'ont entreprise les masses exploitées et opprimées de l'Argentine pour la libération nationale et l'émancipation sociale.

qu'est-ce que la bureaucratie syndicale ?

On appelle bureaucratie syndicale l'ensemble des directions syndicales qui ont trahi la classe ouvrière et qui contrôlent actuellement la Confédération Générale du Travail. La bureaucratie syndicale qui est l'alliée inconditionnelle des employeurs, s'est fixé comme but de freiner la lutte de classes et d'empêcher la mobilisation indépendante des ouvriers, en particulier dans les luttes pour l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail. Le péronisme bourgeois lui apporte un appui actif, par l'intermédiaire du ministère du Travail-dirigé par un homme de paille, Ricardo Otero - et des différents organismes de sécurité. L'impérialisme soutient également la CGT, en lui versant des sommes importantes pour financer ses activités "syndicales". En outre, les grands monopoles installés dans notre pays entretiennent avec elle des relations privilégiées.

La bureaucratie s'est assurée le contrôle des services sociaux des syndicats et gère les contributions des travailleurs, ce qui représente une somme d'argent considérable. Elle reçoit également des sommes importantes des compagnies, pour "services rendus". D'ailleurs, n'a-t-on pas vu, à maintes reprises, des dirigeants syndicaux sans scrupules se transformer en grands entrepreneurs capitalistes? Le cas du bureaucrate Alejandro Coria, exécuté par un commando guerrillero, est fort éloquent à ce sujet: ce dernier possédait, en effet, de puissants intérêts financiers, aussi bien au niveau national qu'international.

La bureaucratie n'a pas de scrupule; elle agit aussi bien dans la "légalité" que dans l'illégalité. Pour ce qui est de l'aspect légal, le gouvernement bourgeois péroniste est venu à sa rescousse en votant toute une série de lois "sur mesures", dont la loi sur les associations professionnelles. Cette loi garantit aux bureaucrates le contrôle de l'appareil syndical; elle leur permet de mettre certains syndicats sous la tutelle directe de la centrale, d'empêcher indéfiniment la tenue d'élections démocratiques dans les syndicats, etc... Elle vise avant tout à écraser les syndicats "classistes" et combatifs, qui seraient remplacés par des syndicats-bidons contrôlés de l'intérieur par les bureaucrates et de l'extérieur par le gouvernement et les patrons. Pour ce faire, la loi foule aux pieds les principes de démocratie syndicale, prolonge les mandats des candidats élus, interdit en quelque sorte la présentation de listes d'opposition aux élections syndicales et ne permet aucun contrôle effectif des bases sur les directions syndicales.

La loi d'arbitrage obligatoire est un autre instrument d'oppression de la classe ouvrière. Le gouvernement a accordé à la bureaucratie syndicale, installée au ministère du Travail, les pleins pouvoirs en cette matière. Grâce à cette loi, le ministère du Travail peut déclarer une grève illégale et dissoudre, en vertu de la loi sur les associations professionnelles, le mandat du syndicat si celui-ci passe outre les ordonnances du ministre.

Nous n'avons cité que deux lois. Mais nous tenons à préciser que le gouvernement bourgeois, qui appuie la bureaucratie syndicale, a recours à d'autres procédés tout aussi répressifs: c'est ainsi que la gendarmerie nationale occupe les usines des grands monopoles impérialistes afin de protéger leurs intérêts, et qu'une

"police industrielle" a été créée. Ces mesures visent bien entendu, à suivre de très près toutes les formes de militantisme syndical, surtout dans les usines d'automobiles, toutes contrôlées par des capitaux yankees et européens, dont la IKA-Renault de Cordoba.

L'expansion constante du mouvement ouvrier et les nombreuses luttes des travailleurs ont contraint la bureaucratie à avoir recours de plus en plus fréquemment aux bandes armées pour continuer à freiner la lutte de classes. Ces bandes armées jouissent du soutien de la police; elles sont organisées par les bureaucrates syndicaux et par le ministère du Bien-Etre Social, dirigé par Lopez Rega, qui est également secrétaire privé de la présidente. Elles opèrent aussi bien au niveau national, provincial que communal. Le "Commando d'Organisation" était sans aucun doute la plus connue, jusqu'à l'apparition de la tristement célèbre Trois A (Alliance Anti-communiste Argentine). De tendance nettement fasciste, il est dirigé en toute impunité par le député pro-gouvernemental Brito Lima.

La liste des crimes contre les travailleurs qu'ont commis ces bandes armées depuis 1973, et que nous publions dans ce compte-rendu, est malheureusement incomplète■

MOBILISATIONS POPULAIRES



Mai 1973: Le 25 mai 1973, jour de l'investiture du président Campora, le peuple argentin attend l'immédiate libération des prisonniers politiques. Une foule se rassemble devant la prison de Villa Devoto pour attendre leur sortie. La police, à l'aide de grenades lacrymogènes, essaie de disperser le rassemblement. Au moment où devant l'attaque policière les gens prennent la fuite, des coups de mitrailleuse retentissent et plusieurs personnes sont blessées. Des témoins signalent que les tireurs sont placés aux fenêtres de la prison. Des effectifs de la Police Fédérale qui occupent des places stratégiques dans le quartier, commencent à tirer à l'aveuglette. Cet épisode cause la mort de deux jeunes gens et fait de nombreux blessés.

Juin 1973: MASSACRE DE EZEIZA (voir introduction, page 5).

Août 1973: Brutale répression policière au cours d'un meeting en hommage aux héros de Trelew.

Septembre 1973: Interdiction de tout rassemblement exprimant la solidarité avec le peuple chilien sans autorisation préalable.

Octobre 1973: Interdiction d'un hommage à la mémoire du Che Guevara à l'occasion de l'anniversaire de sa mort.

Mars 1974: Les Jeunesses Politiques Argentines qui groupent différentes organisations de gauche, appellent à manifester pour exiger un vrai Gouvernement Populaire et l'immédiate libération des dirigeants péronistes de gauche Quieto et Caride et de 70 autres prisonniers politiques. Un arrêté gouvernemental interdit à trois heures de l'après-midi le déroulement de la manifestation. Néanmoins, le rassemblement a lieu à partir de 19 h 30, avec la participation de plus de 50,000 personnes. Les forces de l'ordre répriment féroceement cette affirmation de la volonté populaire.

Avril 1974: Manifestation des habitants des bidonvilles contre un projet du Ministre fasciste Lopez Rega, qui sous prétexte de l'éradication des bidonvilles, essaie de contrôler les mobilisations populaires. Un des manifestants, Chejolan, est abattu froidement par un policier, en face même du siège de la Présidence de la République.

Août 1974: Obsèques de Rodolfo Ortega Pena, député Péroniste de Gauche, tué le 31 juillet par un commando parapolicier. Les funérailles se transforment en une véritable bataille rangée entre les membres du cortège et la police qui tente de s'emparer du cercueil. Il y a 383 arrestations.

Août 1974: Interdiction par la police du meeting organisé par les Jeunesses Péronistes de gauche, en hommage aux héros de Trelew, militants révolutionnaires assassinés en prison par des effectifs de la Marine de Guerre. Une autre manifestation qui doit se tenir au centre de Buenos Aires est également interdite.

Août 1974: A Tucuman, la police attaque les ouvriers et paysans travaillant pour la "Citricola San Miguel", l'usine de fruits la plus importante de la province. Les travailleurs en grève avaient occupé l'usine pour briser l'intransigeance patronale. Plusieurs ouvriers sont arrêtés et torturés.

BDIC

Le mouvement paysan

BDIC

Mars 1973

Des incidents éclatent dans les réserves indiennes de Chaco. Dans ces réserves des indiens vivent comme des paysans pauvres, cultivant le coton, exploitant le bois et le fer. Ces terres ont été al louées par le gouvernement fédéral à titre provisoire et sont administrées par la direction des affaires indiennes. En réalité, elles sont depuis des générations la propriété des indiens qui y vivent et qui subissent une exploitation éhontée. En effet, ils doivent remettre la totalité de leur récolte à la direction des affaires indiennes, qui la leur paye au prix le plus bas. La somme ainsi gagnée est retenue en dépôt, mise en compte et libérée selon le bon vouloir de l'Administration. Les indiens ne touchent jamais d'argent liquide et ne connaissent jamais le montant de leur avoir.

Les indiens refusent de céder leur récolte à la direction des affaires indiennes et ils se mobilisent pour défendre.

leurs droits. L'administration coupe immédiatement l'approvisionnement et interdit toutes transactions avec les négociants en coton. Par ailleurs, des bandes armées de l'organisation péroniste d'extrême droite menace des indigènes et leurs font subir toutes sortes de vexations. Il est clair qu'à la direction des affaires indiennes essaye de tuer le mouvement dans l'oeuf.



Septembre 1973 La C.G.T. de Salta, qui est dirigé par des syndicalistes opposés à la politique gouvernementale accusent des grands propriétaires pieds-noirs d'avoir incendié des masures appartenant à des petits paysans pour les chasser de leurs terres.

Octobre 1973 Dans la Province de Chaco, la police arrête la soeur Guillermina et 3 collaborateurs de cette religieuse qui partage la vie des indiens Matacos, ainsi que onze de ceux-ci.

Décembre 1973 Un habitant de la région de Bapohando, Province de Chaco, Florentina Diaz demande publiquement l'expulsion par la force de 3 familles paysannes. Elles sont chassées de leurs terres par un groupe dirigé par Ernesto Angel Carapol qui affirme en être le propriétaire légal. Parmi les attaquants se trouvent des policiers et des fonctionnaires de la justice provinciale. Ils brûlent les fermes, les outils, jettent dans les flammes les poules et les chiens des habitants.



REPRESSION CONTRE LES ORGANISATIONS ET MILITANTS POPULAIRES

Juil. 1973 : Benito Spahn, militant des jeunesses péronistes de gauche, est assassiné à coups de revolver par Tomás Roberto Cardozo, garde du corps de José Rucoi, secrétaire général de la C.G.T.

Juil. 1973 : Plusieurs militants de l'Erp sont arrêtés au cours d'un collage d'affiches. Le cadavre de l'un d'entre eux est retrouvé à sept kilomètres de là. La mort avait été causée par une balle en plein front. Selon plusieurs témoins, Gimenez a été emmené vivant du lieu de l'arrestation.

Sept. 1973 : Deux militants de l'ERP, Hernan Invernizzi et Alberto Elizalde, qui avaient participé à la prise d'une unité de l'armée par les forces des guerrilleros, sont arrêtés et brutalement torturés dans le régiment d'infanterie N° I. Elizalde dénonce nommément comme tortionnaires plusieurs officiers de l'armée. Le juge fédéral chargé de l'enquête se dessaisit de l'affaire sous prétexte que les faits relèvent de la justice militaire.

Sept. 1973 : Oscar Suarez militant de l'ERP est libéré par ordre d'un juge fédéral après avoir été arrêté et soumis à de sauvages tortures par la police de la province de Tucumán et plus spécialement par le policier Hector Garcia Rey.

Oct. 1973 : Nemesio Aquino, militant des jeunesses péronistes de gauche, est assassiné dans la ville de General Pacheco.

Oct. 1973 : Constantino Razzetti dirigeant des jeunesses péronistes de gauche, est assassiné à Rosario.

Oct. 1973 : Un groupement des mouvements d'extrême gauche organise un meeting à la faculté de droit de Buenos Aires. A la fin du meeting, des bandes fascistes parfaitement organisées investissent les locaux de la faculté, se livrent à des dégradations et frappent les étudiants et les professeurs. Malgré les appels du doyen de la faculté, la police refuse d'intervenir.

Nov. 1973 : La voiture du sénateur Hipolito Solari Irigoyen est piégée avec une bombe qui éclate au moment où le sénateur actionne le démarreur. M. Solari Irigoyen est gravement blessé et doit subir ultérieurement plusieurs interventions chirurgicales. Il était connu en tant qu'avocat défenseur des prisonniers politiques pendant la dictature militaire et il s'était opposé récemment au Sénat à un projet de loi, la loi sur les associations professionnelles, soumis par le pouvoir exécutif et destiné à contrôler plus étroitement les activités des syndicats.

Nov. 1973 : Dans la gare de San Miguel est assassiné à coups de revolver l'avocat et militant du mouvement péroniste de base (fraction de gauche péroniste), Antonio Delleroni, et sa compagne Florinda Arana. L'auteur de ce double crime est fonctionnaire du ministère du Bien-Etre-Social et militant d'un groupement juvénile fasciste du Mouvement Péroniste.



Augustin TOSCO, leader du Mouvement Syndical Combatif de Córdoba, actuellement dans la clandestinité.

Déc. 1973 : Tentative d'assassinat contre le député provincial Juan Luis Lucero, appartenant au Front Justicialiste de Libération, rassemblement à majorité péroniste. La voiture dans laquelle il se trouvait est criblée de balles de mitraillette. Le député Lucero était président de la commission d'enquête de la chambre des Députés de la Province de Santa Fé qui avait rendu public le résultat de son enquête sur la séquestration, les tortures et la mort du militant péroniste révolutionnaire Oscar Brandazza.

11-1-74 : Rosario. Antonio Campos, 65 ans, est mitraillé en face de son domicile, sans être blessé. A. Campos, capitaine en retraite, avait été candidat au poste de gouverneur de la province de Santa Fe aux élections du 11 Mars 1973, pour un secteur du péroniste affronté au péronisme orthodoxe.

23-1-74 : Buenos Aires. Manuel Hector Delgado, ancien dirigeant de la JP dans les années 50 est assassiné en face de son domicile.

26-1-74 : Córdoba. José Contino, ouvrier de 24 ans, est enlevé par deux hommes armés. Le 28 Janvier, on retrouve son cadavre horriblement torturé dans un terrain vague. J.Contino était militant du Péronisme de base.

29-1-74 : Buenos Aires. Le commissaire général Alberto Villar et le commissaire-major Luis Margaride (récemment promu à ces grades), responsables de la répression la plus violente sous la dictature militaire, sont nommés respectivement sous-chef de la Police Fédérale et Superintendant de la Sécurité Fédérale. En désaccord avec cette mesure, signée par Juan D.Perón, l'ensemble des membres de la direction de la police fédérale donne leur démission.

29-1-74 : Tucumán. La police arrête 14 étudiants, "soupçonnés d'être membres de l'E.A.P".

29-1-74 : Buenos Aires. La AAA (Alianza Anticomunista Argentina) diffuse une "liste noire" de personnalités, qui "seront exécutées immédiatement où qu'elles se trouvent". Cette liste comporte les militants de gauche suivants: Homero Cristalo (alias J.Posadas), Hugo Bressano (alias Nahuel Moreno, dirigeant du PST); les avocats Silvio Frondizi, Mario Hernandez et Gustavo Roca; Mario Roberto Santucho (dirigeant du PRT); les dirigeants syndicaux Armando Jaime, Raymundo Ongaro, René Salamanca et Agustin Tosco; le professeur Rodolfo Puiggrós, ex-recteur-interventeur de l'université de Buenos Aires; l'avocat Manuel Gaggero, directeur intérimaire du journal "El Mundo"; Ernesto Guidice, membre démissionnaire du PCA; l'avocat Roberto Quieto, dirigeant des Montoneros. La liste comporte également les noms suivants: Colonels Luis Cesar Perlinger et Juan Jaime Cesio; l'évêque de la Rioja, Mgr Luis Angelalli; le sénateur national Luis Carnevale; le député national Radl Bajczman.



BDIC

BDIC

12-2-74 : Buenos Aires. Carlos Caride, ancien et prestigieux militant de la résistance péroniste, et actuel dirigeant du "Péronisme de Base 17 Octobre" est arrêté par la police fédérale sous l'in vraisemblable prétexte qu'il préparait un attentat contre les vies du Général Perón et du président Uruguayen Bordaberry, en visite en Argentine. Lors de cette opération, dirigée personnellement par le Général Iniguez, chef de la police fédérale (lui aussi un ancien de la résistance péroniste...) et le Commissaire Général Villar, sous-chef, le domicile de Carlos Caride fut perquisitionné après avoir été préalablement bombardé de grenades lacrymogènes. Dans les jours qui suivent la dénonciation du soi-disant complot, plus de 100 personnes sont arrêtées dans tout le pays, pour être relâchées quelques jours plus tard. Bien que les accusations portées contre lui n'aient jamais reçu l'ombre d'un commencement de preuve, ni n'aient fait l'objet d'aucun recours en justice, Carlos Caride resta emprisonné pendant un certain temps.

12-2-74 : Buenos Aires. Gonzalo Fernandez Palmeiro et Stella María Caruso sont enlevés par des hommes se réclamant de la "Superintendencia de Seguridad Federal", lequel organisme nie postérieurement avoir connaissance de ce fait. Gonzalo Fernandez Palmeiro est le frère de Victor Fernandez Palmeiro, militant de l'ERP-22 tué dans l'action qui coûte la vie à l'amiral Hermes Quijada le 30 Avril 1973.

BDIC

12-2-74 : La Plata. 7 personnes sont arrêtées lors de la perquisition d'un local du PC de cette ville. Parmi elles, la police informe que se trouve Raquel Alvarez, qui aurait participé à l'action qui permit de sortir de l'hôpital de Gonnet, Oscar Pastorino, membre d'une organisation révolutionnaire, arrêté et blessé quelques jours auparavant lors d'un affrontement avec la police.

13-2-74 : Buenos Aires. Mario Firmenich, dirigeant des Montoneros est détenu pendant quelques heures par la police.

15-2-74 : Bahia Blanca. Le recteur-interventeur de l'Université de Bahia Blanca dénonce une série d'attentats commis par des bandes fascistes: lancement d'une grenade de guerre (qui, par chance, n'explose pas) dans le domicile du recteur; explosion d'une bombe dans le domicile d'un dirigeant étudiant, Juan Larrea; coups de feu tirés contre le restaurant universitaire par des individus qui venaient de coller des affiches du CDO.

BDIC

19-2-74 : Buenos Aires. La police fédérale répondant au journal "El Mundo", informe que Jorge Antelo et Reynaldo Roldan, poursuivis pour avoir participé à l'attaque de l'ERP contre le régiment d'Azul, n'ont jamais été détenus dans ses locaux. On sait cependant que ces deux militants ont effectivement été arrêtés par la police fédérale juste après l'attaque d'Azul. On n'aura plus jamais de nouvelles d'eux.

19-2-74 : Rosario. Roberto Quieto, dirigeant des Montoneros, est arrêté par la police fédérale, sous l'accusation de "détention de faux papiers d'identité". Encore une fois, accusation sans preuve. Quieto restera néanmoins 17 jours détenu.

21-2-74 : Bahia Blanca. Aldo Buffa, 27 ans, dirigeant du FIP, est blessé par balle: alors qu'un groupe dont il faisait partie sort du local du FIP, il est mitraillé depuis une voiture en marche.

15-3-74 : Campana. La police fédérale perquisitionne un domicile dans la rue Brown, 3652, et arrête sept personnes, dont un avocat. Leur identité n'est pas donnée par la police. Celle-ci affirme avoir trouvé dans ce domicile une "prison populaire", ainsi qu'armes, munitions, explosifs, et documents "subversifs".

16-3-74 : San Nicolás. Le docteur Rogelio Elena, médecin, est abattu à coups de feu à la porte de sa maison. On ne lui connaît aucune militance politique. Un de ses frères, qui serait lié à l'ERP, avait été emprisonné, puis libéré le 25 Mai 1973. Il est cependant établi que le Dr Elena n'aurait aucun rapport avec cette organisation, et qu'il était un simple sympathisant de l'UCR.

17-3-74 : Buenos Aires. Mario Firmenich, dirigeant des Montoneros, ainsi que cinq autres personnes (dont la militante JP Ana María Pardo, qui est enceinte) sont détenus par la police provinciale dans une maison de la localité de Del Viso. Sans que soient connues les raisons de cette arrestation, Firmenich et les autres dirigeants de la JP sont relâchés le 20 Mars (sauf Ana María Pardo).

18-3-74 : Resistencia. La police perquisitionne un local de la JP Regional IV, et pratique dans la ville une série d'arrestations: plus d'une quarantaine de dirigeants de la JP, JTP, et JUP sont arrêtés, dont le délégué provincial du Chaco de JP, Anibal Ponti. Ces arrestations surviennent deux jours après l'attaque d'un poste de police de la ville par un "commando extrémiste".

BDIC

BDIC

BDIC

18-3-74 : Buenos Aires. La police annonce qu'à la suite d'une série de perquisitions, elle a arrêté cinq militants politiques: Angel Salomón Gertel, 30 ans, (dont la police affirme qu'il avait été arrêté auparavant en même temps que Victor José Fernandez Palmeiro, tué lors de l'exécution du Contre-Amiral Marcos Quijada), Gustavo Westerkamp (21 ans), Sergio Hugo Figali, et Tomás Hugo Fantl (21 ans)

23-3-74 : Buenos Aires. Juan Abel Medina, ex-secrétaire du Mouvement National Justicialista, échappe de peu à un attentat. Alors qu'il s'apprêtait à rentrer dans la maison d'un ami, au n° 1565 de la rue Posadas, plusieurs coups de feu et une grenade sont tirés contre lui depuis une voiture. Le Dr Abel Medina s'en tire avec des blessures légères.

25-3-74 : Buenos Aires. La COFAPPEG (Commission des parents de prisonniers politiques, étudiants et syndiqués) dénonce dans un télégramme au ministre de l'Intérieur "le transfert arbitraire de prisonniers politiques de la prison de Villa Devoto à celle de Caseros, et les mauvais traitements (coups, etc.) qu'ils subissent dans cet établissement". La COFAPPEG annonce en outre que les parents des prisonniers sont décidés à appuyer la grève de la faim entreprise par ces derniers depuis le 22 mars pour protester contre ces mesures.

29-3-74 : Mendoza. Une bombe explose au siège du PST, causant d'importants dégâts matériels. L'attentat est signé par des tracts d'un groupe d'extrême-droite nommé "Comando Abel Medina".



Avril 1974 : Arrestation et tortures subies par les militants péronistes Alberto Camps, Eusebio Maestre et Luisa Galli:

Les militants péronistes Alberto Camps, Eusebio Maestre et L. Galli déclarèrent devant le juge de San Martín, Gardella, avoir subi des tortures des commissions policières qui les arrêtaient. La vérité de leurs affirmations fut vérifiée par le médecin du lieu, le Dr. Mesnina. A. Camps appartient au groupe armé péroniste "Montoneros" et est un des trois survivants du massacre de Trelew, fusillade effectuée le 22 Août 1972 à la base Amiral Zar de Trelew par des officiers de la marine argentine. E. Maestre est membre de la même organisation, et frère de J. P. qui, avec sa compagne fut séquestré en Juin 1971 et assassiné. L. Galli est une activiste du groupement Evita, de la branche féminine du mouvement péroniste, et compagne de Eusebio Maestre.

BDIC

Maestre et Balbi furent arrêtés le 16 Mars à 0 h. à leur domicile de Usapallata 1785, à Hérliham. Ce qui suit est un résumé des déclarations de Maestre devant les juges, et que "Noticias" a publié dans son édition du 25 Avril. Il affirme avoir subi des chocs électriques, notamment à la tête, au visage et sur tout le reste du corps. Il a subi de nombreuses blessures à la tête qui lui furent faites lors de son arrestation.

Sept ou huit policiers en civil ont pénétré dans son domicile et l'ont roué de coups jusqu'à ce qu'il tombe; il entendait sa compagne crier et, par là même se rendait compte qu'on la battait également. Ensuite, on le fit sortir en ayant pris soin de lui bander les yeux, et on le fit asseoir sur le siège arrière d'une voiture toujours en le maltraitant; un de ses bourreaux lui dit menaçant: "On va te liquider et jamais personne ne te retrouvera" etc...

Pendant le voyage, Maestre réussit à reconnaître certains coins de Buenos Aires, tel que l'accès nord de la ville. On le fit ensuite passer dans une camionnette où on lui appliqua des chocs électriques, puis dans une autre voiture où on continua à le torturer, et de nouveau dans la camionnette où il subit des électrochocs sur tout le corps. Une personne qu'on appelait commissaire monta dans la camionnette et ordonna de le tuer. On lui dit que non, que l'on continuerait. Le commissaire le traita alors de "fils de pute".

Chaque fois qu'ils s'arrêtaient, il sentait que quelqu'un lui tatait le pouls. Enfin, ses bourreaux lui dirent qu'ils allaient l'emmener au poste et qu'à partir de maintenant ils agissaient "en tant que police fédérale". Ils l'emmènèrent au poste où il dut entrer en marchant car le brancard était brisé.

A minuit, on le transféra à la Sûreté Fédérale où un infirmier l'examina. Il fut ensuite incarcéré pendant 48 heures sans boire ni manger. Sa compagne a corrobore

ré ce témoignage et a confirmé qu'elle avait été violée.

RESUME DE LA DECLARATION DE ALBERTO CAMPS AU JUGE: La commission qui se présenta comme policière arriva au local qu'il occupait à Los Andes 183, dans la ville de Buenos Aires, vers trois heures du matin le 19 Avril de cette année. On le fit allonger à plat-ventre sur le sol. Il reste dans cette position 20 à 30 minutes après quoi deux ou trois personnes entrèrent et l'une d'entre elles dit: "Celui-là, vous le sortez et vous lui envoyez deux balles".

Ensuite, les policiers lui mirent un bandeau élastique sur les yeux et une boule de chiffon dans la bouche maintenue à l'aide d'un papier collant. On enveloppa sa tête d'un sac qu'on ficela avec une corde autour de la bouche et du cou. C'est de cette manière que le militant péroniste fut tiré de chez lui et poussé dans une voiture. Pendant le trajet, il reçut des coups et on lui annonça qu'à la fin du voyage, il serait finalement tué. Ensuite on le fit descendre de voiture. Il marcha dix à vingt pas, dut s'agenouiller sur le sol, et entendit que l'on se consultait sur le type d'arme à utiliser pour le tuer. Le survivant de Trelew fut ensuite conduit dans une maisonnette où on lui exigea de fournir les renseignements qu'on lui demandait, sinon sa femme serait tuée.

La déclaration de Camps se poursuit ainsi: ils lui mirent une paire de lunettes à souder et il put entrevoir une camionnette rouge avec une plaque d'immatriculation de la capitale se terminant par 956 ou 965. Ce véhicule possédait un lit avec un matelas de mousse traversé de courroies. Une pour assujettir fortement les bras sur le ventre, l'autre pour les genoux. Il y avait aussi un banc sur le côté gauche. Camps fut embarqué dans cette camionnette, couché sur le lit et attaché. On lui fit subir des décharges électriques sur tout le corps, pendant qu'on l'interro-

geait sur les activités du groupe auquel il appartenait. Celui qui l'interrogeait, participait également aux tortures. De temps en temps il s'arrêtait et lui disait que son épouse, sur le point d'accoucher, était elle aussi torturée, que son enfant n'allait pas naître vivant et que s'il le fallait ils le tueraient avec l'électrode. Un des tortionnaires lui demanda pourquoi ils s'en prenaient à Lopez Rega. Selon lui, le ministre du Bien-Etre-Social était un de ceux qui, à l'intérieur du gouvernement, s'efforçait le plus de faire avancer les choses.

On le tortura pendant trois ou quatre heures. Pendant ce temps, Camps s'est rendu compte que ses bourreaux recevaient des instructions par radio. C'est ainsi qu'il apprit que sa femme avait avorté. Puis en présence d'une commission de la super-intendance de la Sécurité Fédérale, Camps fut détaché. On dut lui faire des massages car il ne pouvait plus marcher. Enfin on l'emmena dans des locaux de la Sécurité Fédérale où il fut mis dans un cachot. Il demanda assistance médicale pour son bras gauche qu'il ne pouvait plus bouger et exigea voir un médecin qui pût constater les traces de tortures sur tout son corps.



Mai 1974 : Le Père Carlos Mugica, un des inspirateurs du mouvement des prêtres contestataires connu sous le nom de "Prêtres du Tiers Monde", est assassiné au moment où il sort d'une chapelle. Cet assassinat est dénoncé comme l'oeuvre de bandes armées de l'ultra-droite du péronisme.

19-5-74 : Le gouvernement et l'armée lancent une opération antiguerrilla dans le département de Famaila, province de Tucumán, à laquelle participent des effectifs de la Gendarmerie et des Polices Fédérales et Provinciales, avec l'appui de l'armée de terre et de l'aviation. Pendant cette opération, des ouvriers, des paysans et des militants révolutionnaires sont arrêtés. Des logements des habitants pauvres de la zone où se développe l'opération sont rasés et leurs occupants frappés brutalement. A la suite de cette intervention des forces armées, la classe ouvrière et le peuple de Tucumán organisent une manifestation unitaire et combative pour exprimer son indignation. En représailles contre l'opération anti-révolutionnaire et antipopulaire, les guerrilleros de la compagnie de montagne "Ramón Rosa Gimenez" de l'ERP, attaquent le commissariat d'Acherel (qui avait été la base d'opération des forces répressives) et occupent le village pendant plusieurs heures.

3-7-74

: Buenos Aires. Eduardo Romero, 25 ans, originaire de Dean Funes, est tué par des "matones" de la UOM (syndicat des métallurgistes). Alors qu'il sortait de la colonne de la JP qui attendait pour voir le corps du Général Perón, pour demander un sandwich aux membres de la UOM qui les distribuaient en face du siège du syndicat, Romero est enlevé par les matones de garde. Obligé de monter dans une voiture il est emmené neuf blocks plus loin, à Parana et Santa Fé, où son corps est retrouvé le lendemain avec une balle dans la tête.



8-7-74

: Buenos Aires. Les militants péronistes Eusebio Maestre et Alberto Camps, emprisonnés à Villa Devoto, dénoncent devant le juge fédéral qu'ils ont chacun reçu une lettre affirmant que "Trelew pouvait se répéter, et avec des méthodes plus raffinées et plus définitives". Camps et Maestre montrent que certains indices prouvent que le personnel du Service Pénitencier Fédéral est intervenu dans cette action.

13-7-74

: Buenos Aires. La Cofappeg (commission des parents de prisonniers politiques, étudiants et syndicaux) dénonce dans une conférence de presse que les prisonniers politiques et leurs proches parents ont reçu une lettre signée d'un certain "Comando Nacionalista Don Juan Manuel de Rosas", promettant de les exécuter. La Cofappeg dénonce également l'arrestation et les vexations subies par Romualda de Gauna, 62 ans, dont le mari et le fils sont détenus à Misiones. Arrêtée à Llallol par 4 hommes se disant de la superintendance de la Sécurité Fédérale, elle n'a été relâchée qu'après 20 heures de violent interrogatoire. Enfin, la commission dénonce l'arrestation arbitraire de Rita Fragalle et Ives Benegas Picollet, parents de prisonniers politiques.



13-7-74

: Rosario. Lors d'un affrontement avec la police, est blessé et arrêté Nestor Andrés Pott, accusé d'être militant de l'ERP et soupçonné d'avoir participé à l'attaque de la préfecture de police de Melinque, action lors de laquelle deux guerrilleros furent libérés.

4
 eral Sarmiento. La JP de cette ville dénonce la multiplication des perquisitions pratiquées "contre des "Unidades Básicas" et des domiciles de "camarades" depuis la mort du Général Perón. Dans tous les cas, ces perquisitions sont effectuées sans ordre judiciaire, par des hommes en civil qui présentent des cartes de la Police Fédérale ou de la superintendence de la Sécurité Fédérale, et qui sont accompagnés par des membres des CDO ("Comando De Organización").

15-7-74 : Buenos Aires. Un militant de l'ERP, Guillermo Raúl Perez, est assassiné par la police, et un camarade qui l'accompagnait Jorge José Quintas, est blessé et arrêté. Tous deux sont arrêtés à Haedo par la police alors qu'ils circulaient dans une Fiat rouge (une Fiat rouge aurait été utilisée par les auteurs de l'attentat contre Mor Roig, ex-ministre de l'intérieur, survenu le même jour). D'après les témoins, les deux hommes n'étaient pas armés, et Guillermo R. Perez fut tué de sang-froid par la police, alors qu'il n'offrait pas de résistance.

16-7-74 : Buenos Aires. Trois militants de l'ERP, María Elena da Silva Parreira (27 ans), Eduardo Villaverde (23 ans) et Pedro Andrés Uriz (23 ans, ouvrier licencié de Matarazzo), sont tués par la police provinciale dans la localité de Becoar. Selon la police, les trois personnes, qui



circulaient dans une Fiat rouge, ne répondirent pas à l'ordre de s'arrêter donné par une patrouille de police et prirent la fuite. Les policiers les poursuivirent jusqu'à une maison située à Kennedy 1127, à Becoar, où ils tuèrent María da Silva Parreira et Eduardo Villaverde. Pedro Andrés Uriz est tué ultérieurement et son cadavre présente des signes évidents de tortures.

17-7-74 : Buenos Aires. Une puissante bombe explose au siège de AGA, Esmeralda 582. Quatre personnes sont blessées. Le Secrétaire de la "Asociación Gremial de Abogados", Dr Alejandro Teitelbaum, interrogé sur les auteurs possibles de l'attentat, déclare que "il s'agit indubitablement d'éléments appartenant aux organismes de Sécurité. Nous supposons ceci après les menaces continuelles que nous recevons, en particulier de la part d'individus appartenant au Service Pénitencier".

17-7-74 : Buenos Aires. Le Ministre de l'Intérieur Benito Llambi annonce que "28 personnes, membres d'une organisation déclarée illégale par le gouvernement et d'autres groupes subversifs", ont été arrêtées à la suite de l'assassinat de Mor Roig. Le lendemain, le juge fédéral dément cette information, et annonce que les 28 personnes ont été détenues dans un local du PST, au 2600 de Rivadavia, qu'il s'agissait de membres ou de sympathisants du PST, et qu'ils ont été déjà relâchés.



19-7-74 : Buenos Aires. Deux militants de la "Frac-
ción Roja" (groupe dissident de l'ERP) sont tués par la police à Virreyes. Il s'agit de Hugo Ricardo Drangosh (24 ans) et de Miguel Angel Villa (26 ans). Après un long échange de coups de feu entre les militants et une patrouille policière, Hugo Drangosh est grièvement blessé : il est laissé un long moment sur la chaussée puis meurt lors de son transfert à l'hôpital. Miguel Angel Villa, légèrement blessé au pied est vu par de nombreux témoins monter dans une voiture de police. Quand ses parents reçoivent son cadavre, ils constatent qu'il présente dix impacts de balles.

19-7-74 : Buenos Aires. La police perquisitionne brutalement le local du FAS, situé à Corrientes 3989, pour empêcher la tenue d'une conférence de presse de la Cofappeg où devait se dénoncer l'assassinat de quatre militants de l'ERP survenu le 15 et le 16 Juillet. Quatre militants du FAS qui se trouvaient présents sont arrêtés et postérieurement relâchés.

23-7-74 : La Plata. Carlos Starita, militant des Montoneros, meurt des suites de ses blessures. Il avait été blessé lors de l'opération de police destinée à libérer le directeur du journal "El Dia" (sequestré quelques jours plus tôt), le Dr David Kraiselburd, et lors de laquelle ce dernier trouva la mort.

26-7-74 : Paraná. Un groupe d'individus attaque le local de la JP et tente d'y mettre le feu.

30-7-74 : Rosario. Le "Mouvement de Solidarité avec les Prisonniers Politiques" dénonce la détention arbitraire de Alfredo Medina, Oscar Medina et Alberto Arzamendia, que la police prétend liés à l'enlèvement du directeur d'Acindar, Erich Breuss. Le dernier d'entre eux est libéré rapidement après avoir été violemment frappé. La mère de Alfredo Medina affirme que lors de son arrestation, la police a placé une grenade sous son matelas, et a fait semblant de "trouver" un revolver dans une armoire. Enfin, des parents de Oscar Medina informe que celui-ci était membre du Parti Démocrate Progressiste et qu'il avait été licencié 15 jours plus tôt de l'usine où il venait d'être élu délégué.

31-7-74 : Buenos Aires. Le député Rodolfo Ortega Peña est assassiné. Alors qu'il sortait d'un taxi, vers 22 heures, accompagné de sa femme, au carrefour de Arenales et Carlos Pellegrini, en plein centre de Buenos Aires, trois individus descendant d'une voiture qui l'avait suivi lui tirent dessus. Sa femme est légèrement blessée, et Ortega Peña est tué sur le coup. L'attentat est commis à cent mètres de commissariat, et certains indices montrent que

la police n'y serait pas étrangère : des hommes munis de walkies-talkies ont été vus sur les lieux du crime pendant que celui-ci avait lieu; au même moment, la circulation était déviée par deux véhicules placés en travers de la rue. Le 12 Août une Ford Fairlane vert clair, identique à celle utilisée par les assassins de Ortega Peña, est abandonnée en face du Ministère de "Bienestar Social", et des explosifs et des armes sont trouvés à l'intérieur.

Le Dr Ortega Peña, avocat, âgé de 36 ans était un militant politique de longue date, proche du Péronisme de Base. Il avait dirigé jusqu'à son interdiction la revue de la gauche péroniste "Militancia". Durant la dictature, puis après le 25 Mai 1973, il n'avait jamais cessé de dénoncer la répression politique, et avait mis constamment ses talents d'avocat et son banc de député au service des luttes ouvrières. La veille de sa mort, il venait de déposer une question écrite au parlement à propos de la mort de six militants de l'ERP et de la "Fracción Roja" tués par la police après leur arrestation quelques jours auparavant. Le 6 Août, la AAA (Acción Anticomunista Argentina) s'attribue dans un communiqué la responsabilité de l'assassinat.

- 1-8-74 : Mar del Plata. Sept membres du CDO ("Comando De Organización") frappent à coups de crosse le doyen de la Faculté d'architecture et d'urbanisme, Pablo Capelletti dans le hall d'entrée de la Faculté.

- 2-8-74 : La Plata. On apprend que la police Fédérale perquisitionne systématiquement les domiciles de tous les fonctionnaires employés dans l'administration de l'ex-gouverneur de la province de Buenos Aires, Oscar Bidegain, proche de la JP.

BDIC

Rodolfo Ortega Peña,
assassiné à Buenos-Aires.



- 4-8-74 : Buenos Aires. Une puissante bombe explose face au local central de la JP (Chile 1481), provoquant 11 blessés. Vers 4 heures du matin, un homme dépose un objet oblong de 1,50 m de longueur devant la porte du local et s'enfuit. Des militants de garde de la JP le repoussent au milieu de la rue, où il explose, blessant 11 passants et provoquant d'importants dégâts.

- 4-8-74 : Buenos Aires. Une bombe explose dans un local du PC, au coin de Republicas et Plaza, provoquant d'importants dégâts. Le local avait déjà fait l'objet d'un attentat six mois plus tôt.

5-8-74 : Buenos Aires. La police fédérale pratique plusieurs perquisitions aux domiciles d'avocats et de personnalités politiques liées à Ortega Peña, assassiné 4 jours plus tôt. C'est le cas des domiciles des avocats Carlos Gonzalez Gartland et Mario Hernandez, de la "Asociación Gremial de Abogados"; du domicile et du bureau de l'ex-député Diego Muñiz Barreto, et des domiciles de Elena Villagra, veuve de Ortega Peña, et de Eduardo Luis Duhalde. En même temps, le siège de la "Asociación Gremial de Abogados" (Esmeralda 582) est surveillé par la police, qui en empêche l'accès. A la suite de ces perquisitions, Muñiz Barreto et Duhalde déclarent responsable de leur sécurité le ministre de l'intérieur, qu'ils notifient par télégramme.

6-8-74 : La Plata. Quatre militants péronistes sont enlevés de leurs domiciles par des civils armés se réclamant de la police fédérale. Quelques heures plus tard, leurs corps criblés de balles sont retrouvés en plusieurs endroits de la ville. Il s'agit de:

-Luis Macor, 21 ans, étudiant en journalisme et militant de la JP;

-Horacio Ireneo Chavez, 66 ans, ancien sous-officier, et vieux militant péroniste de La Plata. Il avait participé au soulèvement manqué du Général Valle

en 1956, et avait été condamné à mort à la suite de cette action. Enlevé le 6 Août au soir par la police fédérale, son cadavre criblé de balles est jeté quatre heures plus tard par les mêmes policiers qui l'avaient enlevé en face du local de la JP Regional VII;

-Rolando Chavez, 36 ans, fils du précédent, fut enlevé en même temps que son père et exécuté dans les mêmes conditions. Il semble que les assassins se soient trompés de victime et l'aient assassiné à la place de son frère, Gonzalo Chavez, dirigeant de la JTP locale.

-Carlos Enio Pierini, 48 ans, l'un des principaux dirigeants du péronisme combatif de La Plata, dirigeant du "Sindicato Unico de Petroleros del Estado" de la ville. Enlevé dans la nuit du 6 au 7, son corps est retrouvé dans un terrain vague avec 24 impacts de balles.

Le surlendemain de ces assassinats, la AAA ("Acción Anticomunista Argentina") s'en attribue la responsabilité par un communiqué.

7-8-74 : Buenos Aires. L'étude des avocats Beatriz Bracco, Patricia Martinez Llano et Cesar Quiros, membres de la "Asociación de Abogado", sont perquisitionnés par la police fédérale. Une demande d'Habeas Corpus préventif est déposée en leur faveur le lendemain.

BDIC

BDIC

7-8-74 : Buenos Aires. Irma Nesich de Fernandez Palmeiro (veuve de Victor José Fernandez Palmeiro, tué dans l'action où fut exécuté l'amiral Quijada) et Nelson Eustaquio Becerra sont arrêtés par la police, qui déclare avoir saisi sur eux de faux documents d'identité et des armes de guerre dans la voiture où ils se déplaçaient. Ils sont postérieurement transférés à la prison de Villa Devoto.

12-8-74 Catamarca: 16 guérilleros de l'E.A.P. qui avaient participé à l'action de Catamarca sont fusillés sur place par l'armée après s'être rendus.

13-8-74 : La Plata. Avec un spectaculaire déploiement de forces, la police perquisitionne deux cliniques. Dans la clinique Marañon sont détenues deux personnes, dont une semblant blessée, et de nombreux documents sont saisis.

13-8-74 : Buenos Aires. A la suite des événements de Catamarca et Villa María, une vaste opération "anti-extrémiste" est réalisée à Buenos Aires par la police: contrôle des accès à la capitale, multiplication des patrouilles de policiers en civil dans des voitures "banalisées", etc ... Les résultats ne sont pas communiqués par la police, mais on sait que de nombreuses personnes ont été arrêtées.

13-8-74 : San Luis. Huit militants de la JP sont arrêtés par la police fédérale. Cinq d'entre eux sont rapidement relâchés. Parmi ceux qui restent prisonniers, se trouvent Roberto Verges, assesseur juridique du ministre de l'économie, Alberto Sosa dirigeant de ATE, et Pedro Ponce, dirigeant provincial de la JP.

13-8-74 : Paraná. Quatre membres des Montoneros sont arrêtés par la police provinciale: Juan Carlos Meneses (32 ans, important dirigeant de l'organisation), Oscar Daniel Capella (27 ans), Juan Carlos Martinez (25 ans) et sa femme Esther Dolores Carro (25 ans).

17-8-74 : Resistencia. 26 prisonniers politiques détenus dans la prison de cette ville sont transférés sans explication à la prison de Rio Gallegos, à l'extrême sud du pays, à 1800 Km de Buenos Aires. Dans un communiqué, les prisonniers signalent que "c'est le troisième transfert arbitraire auquel nous avons été soumis en sept mois violant totalement les garanties constitutionnelles accordées à tout détenu, nous éloignant de nos juges et portant tort à la défense, que la distance rend difficile et onéreuse pour nos avocats". L'un des avocats des prisonniers déclare à la revue Nuevo Hombre: "Ce que cherche le régime avec ces transferts, c'est confiner totalement les prisonniers politiques. Je dis totalement, car ainsi, on les sépare de leurs parents les plus directs, de leurs avocats défenseurs, et spécialement du peuple, ce qui est le

BDIC

BDIC

plus important pour ce gouvernement répressif". Cet avocat souligne que les conditions de détention à Rio Gallegos sont particulièrement dures et que tout semble être fait pour amener les prisonniers à tenter une évasion qui serait l'occasion d'un nouveau Trelew.

18-8-74 : Rosario. Cinq personnes sont détenues par les policiers de l'unité régionale de Mo rón, lors d'une perquisition réalisée dans la localité de Ramos Mejia. Selon la police, elles seraient membres d'une cellule de l'ERP. Il s'agit de : Pedro Alberto Mendez (28 ans, déjà détenu en 1970 comme militant du PRT), Gabriella Arguelles (23 ans), Gabriel Osvaldo Bannabid (19 ans), Miguel Angel Castiglione (21 ans), et Guillermo Alberto Alvarez (30 ans).



18-8-74 : Rosario. Une bombe d'un Kg d'amonite explose au local du FIP, situé au 3305 de la rue Urquiza, produisant d'importants dégâts.

22-8-74 : Ingeniero White. La JP Regional VIII dénonce les perquisitions commises dans cette ville contre les domiciles d'activistes et de militants, en particulier de la JP, avec la participation de la préfectu re navale et du service de renseignement naval, à la suite de l'attaque par l'ERP du poste naval de Puerto Galvan.

22-8-74 : Quilmes. Deux militants de la JP sont tués par la police. Il s'agit de Pablo Van Lierde, 22 ans, dirigeant de l'organisation Montoneros, et de Eduardo Pckerman, 19 ans, dirigeant de la UES (front lycéen de la JP). Cesar Baglietto, 29 ans, dirigeant local de la JTP, est grièvement blessé. Les trois hommes sont arrêtés par trois policiers en civils de la brigade de Quilmes, vers 0h 30. Obligés de monter dans une camionnette, ils sont emmenés dans un terrain vague, et sont mitraillés dans la voiture par les trois policiers, comme le raconte plus tard Baglietto. Celui-ci, blessé de 14 balles parvint à sortir de la voiture et fut emmené dans un hopital par une patrouille policière qui circulait dans la zone. Dans une première version, la police affirme que les victimes avaient tuées lors d'une rixe de quartier entre huit personnes.



24-8-74 : Buenos Aires. Arturo Silvio Goldin, 27 ans, prisonnier politique récemment détenu, est tué dans les locaux du 7^e Commissariat, situé à Lavalle 2625, dans des circonstances confuses. Durant toute la matinée le trafic fut coupé autour du commissariat, vers lequel convergèrent de nombreux effectifs de police, y compris le sous-chef de la police fédérale, le commissaire Margaride. D'après la police Arturo S. Goldin aurait été abattu alors qu'il tentait de s'échapper après s'être emparé d'un revolver et fait feu sur un agent. Selon une version, Goldin aurait été torturé à un tel point par les policiers qu'ils auraient été obligés de le tuer.

24-8-74 : Rosario. La police donne l'identité de trois membres de l'ERP, arrêtés alors qu'ils distribuaient des couvertures aux habitants d'un bidonville de Villa Constitución. Il s'agit de María E. Fuse (28 ans, blessée lors de l'arrestation), Omar Anibal Mendiola (30 ans) et Hector Ruiz (28 ans).

24-8-74 : Santa Fe. L'avocate Mirta Beatriz Altamirana, 24 ans, est arrêtée à son domicile.

24-8-74 : Salta. Neuf personnes sont détenues à l'occasion d'une manifestation de commémoration du massacre de Trelew, dont Alfredo Mattioli et Anibal Dugione, dirigeants du Fas.

25-8-74 : Córdoba. La police affirme avoir arrêté un "personnage clé" de l'ERP, à Villa El Libertador, alors qu'il allait prendre contact avec la ferme de José Luis Buscánoli, mort lors des événements de Villa María. Il apparaît ultérieurement qu'en réalité il s'agit de Humberto Gustavo Beltran, militant de la JP, et que ce dernier a été arrêté dans une "Unidad Básica" de Villa El Libertador.

26-8-74 : Mendoza. La police provinciale informe que plusieurs personnes ont été détenues et qu'un "important arsenal" a été saisi lors de perquisitions à Tirasso 370, dans le quartier de Santa Ana. Dans le matériel saisi figurent des documents des FAR et des Montoneros. D'après la police, les véhicules des habitants de la maison seraient les mêmes que ceux utilisés par les attaquants de l'unité militaire de Tupungato, quelques jours auparavant.



26-8-74 : Buenos Aires. La JP fait savoir que Jorge Santamarina, enlevé par la police le 20/8 a été brutalement torturé pendant trois jours et qu'à la suite d'un recours d'habeas corpus, la police a été contrainte d'admettre sa détention, mais qu'elle a daté son entrée au commissariat du 23/8.

27-8-74 : Mendoza. L'avocat Hernan Enriquez et sa femme Elena Grest de Enriquez sont détenus par la police, sous l'accusation de falsification de documents publics. D'après la police, tous deux seraient membres des FAP (Forces Armées Péronistes).

27-8-74 : La Plata. La police perquisitionne un domicile situé dans la 521^e rue, entre les 115 et 116, découvrant une importante quantité d'armement et des documents des Montoneros. Les occupants de la maison, absents au moment de l'opération, sont accusés par la police d'appartenir à l'ERP.

28-8-74 : Córdoba. 19 personnes sont détenues à la suite de l'explosion accidentelle d'une bombe dans une maison du quartier de San Rafael, survenue le 27/8. A la suite de cette explosion, une jeune femme, Sonia Nalbandian, avait été amenée grièvement blessée dans un hôpital, et les autres occupants de la maison avaient pris la fuite.

29-8-74 Buenos Aires. Le député provincial de la UCR Hector Anibal Zamora, échappe de justesse à un attentat: alors qu'il circulait en voiture vers deux heures du matin, il fut mitraillé par les occupants d'une autre voiture.

30-8-74 : Buenos Aires. Une bombe explose vers 2h du matin dans l'étude du Dr Silvio Frondizi, l'un des avocats des prisonniers de Catamarca. Les dégâts sont importants. Une demi-heure plus tard, une bombe explose au local du FAS de Corrientes 3989 provoquant un début d'incendie.

31-8-74 : Córdoba. Le Docteur Salvador Privitera et sa femme Dora Zárate de Privitera sont détenus à l'hôpital Rawson. La police les accuse de complicité dans l'occupation de l'usine d'explosifs de Villa María. Le lendemain, la JP dénonce que le Dr Privitera et sa femme sont militants de la JP et qu'ils n'ont rien à voir avec l'action de Villa María.

2-9-74 : Mar Del Plata. Carlos Micheli, 22 ans, militant de la UES, est enlevé par cinq individus armés dans l'école où il étudie, devant 300 de ses camarades. Il est libéré le lendemain, après avoir été frappé et torturé. D'après ses déclarations, ceux qui l'ont enlevé sont des membres de la CNU.

BDIC

BDIC

3-9-74 : Jujuy. Trois hommes qui, selon la police seraient membres de l'ERP sont arrêtés dans la localité de Calilegua. Il s'agit de Alberto Diaz (25 ans), Rubén Alberto Alvarez et Renat Colauti (28 ans, Italien).

4-9-74 : Buenos Aires. Une puissante bombe explose au domicile de Adriana Puiggros, doyenne de la Faculté de Philosophie et Lettres. Deux personnes sont légèrement blessées et les dégâts sont très importants.

4-9-74 : Buenos Aires. Le député Hector Sandler lit devant la chambre des députés les extraits d'un tract signé de l'AAA (Acción Anticomunista Argentina): "Que le peuple de la patrie sache qui sont les protecteurs de l'ERP: le sénateur Hipólito Solari Yrigoyen (déguisé en radical, membre de l'état major de l'ERP), les députés Miguel Domingo Zavala Rodriguez, Hector R. Sandler, Leonardo Bettanin, Raúl Israel Bajczman, Juan Carlos Cominguez, Jesús Mira, Juana Romero, Mariano Lorenaces, Hector Portero. Ils seront exécutés où qu'ils se trouvent, pour infâme trahison à la patrie. Signé AAA. PS: Solari Yrigoyen, cette fois, nous ne te rate-rons pas!".

4-9-74 : Buenos Aires. Le cadavre brûlé de Osvaldo Horacio Margni est trouvé dans une voiture incendiée près de la Cité Universitaire. Il était attaché dans la voiture et présentait un impact de balle. Margni était un médecin qui serait un militant du FAS, selon une version, du Péronisme combatif selon une autre.

5-9-74 : Salta. Les parents de Ricardo Isidro Perillo et Hugo Anibal Pugeone, militants du péronisme combatif, dénoncent leur disparition survenue quatre jours plus tôt.

7-9-74 : Buenos Aires. Le bébé de Raúl Laguzzi, recteur-interventeur de l'université de Buenos Aires (proche de la JP), Pablo Gustavo Laguzzi, âgé de 4 mois est tué lors d'une explosion qui détruit entièrement le domicile de ses parents. Le recteur et sa femme sont légèrement blessés lors de l'attentat. Une bombe explose à la faculté de droit, provoquant d'importants dégâts.

BDIC

BDIC

7-9-74 : Santa Fe. Deux militants de la JP sont détenus lors de diverses perquisitions effectuées contre des dirigeants de la "Tendencia".

8-9-74 : Buenos Aires. La police perquisitionne une imprimerie clandestine de l'ERP, qui selon la police servirait à imprimer 80% du matériel de propagande de l'organi- sation. Six personnes sont arrêtées : Rubén Batalles, Ricardo Jorge Monaco, Rodolfo Camilo Cabral (30 ans, étudiant) María Cristina Cicardi de Batalles (27 ans, institutrice), Angel Monaco et Alicia Cristina Bello (22 ans, institutrice).

8-9-74 : Rosario. Trois militants des Montoneros sont tués dans la voiture dans laquelle ils circulaient, par une explosion accidentelle qui détruit entièrement le véhicule, causée vraisemblablement par une erreur de manipulation de bombes qu'ils transportaient. Ce sont: Juan Máximo Ferrarons (25 ans, fonctionnaire), Victor Hugo Codemo (29 ans, étudiant) et María Guadalupe Porporato de Molino (22ans).

BDIC

8-9-74 : Buenos Aires. Trois cadavres sont trouvés dans différents endroits de la capitale. Il s'agit de:

- Julio Fogel, trouvé criblé de balles à l'intérieur d'une automobile;
- Francisco Anibal Cordero, trouvé à Caseros, également criblé de balles;
- Le troisième corps n'a pas été identifié. Il s'agit d'un homme d'une cinquantaine d'années, dont le corps a été retrouvé flottant sur une rivière, avec une balle dans la poitrine.



BDIC

9-9-74 : Buenos Aires. Un groupe d'étudiants de la faculté de droit est attaqué à coups de feu par une dizaine de membres du groupe d'extrême droite "Brigades Démocratiques Universitaires" (BDU) auxquels ils avaient demandé de se retirer de la faculté; ces attaquants étaient en train de coller des affiches diffamant la mémoire du président Salvador Allende. Une demi-heure après, la police arrive à la faculté, informant qu'un "groupe anti-marxiste avait déposé une plainte après avoir souffert une agression armée dans la faculté"...C'est cette dernière version qui est reprise par l'agence de presse officielle Telam.

10-9-74 : Buenos Aires. L'avocat Cordobais Alfredo Curutchet est assassiné par des "inconnus" dans une zone peu fréquentée de la localité de Beccar. D'après des témoins, peu après 21 heures, deux hommes sortirent d'une voiture l'avocat, ligoté et baillonné avec du coton dans la bouche, le fusillèrent à coups de rafales de mitraille (le corps présentait 40 impacts de balles), puis se retirèrent sans montrer la moindre hâte.

Alfredo Curutchet, âgé de 33 ans, était partie prenante des luttes ouvrières de Córdoba. Il fut l'avocat de Sitrac-Sitram (le premier syndicat "classiste" de Córdoba), et faisait partie de l'Association syndicale des avocats de Córdoba. Il assurait la défense des prisonniers politiques de Catamarca, et devait participer,

le lendemain, à une conférence de presse organisée pour dénoncer les tortures auxquelles avaient été soumis ces prisonniers. Le lendemain du crime, la AAA en assume la responsabilité.

12-9-74 : Buenos Aires. La AAA exige que le député Hector Sandler démissionne de son banc dans les 72 heures et quitte le pays dans les cinq jours, faute de quoi il sera assassiné.

18-9-74 : Buenos Aires. Deux militants de l'ERP, Horacio Estron et Ezequiel Mario Centrangolo, ont été abattus lors d'un affrontement avec la police, dans la localité de José León Suarez. Les deux militants ont été surpris alors qu'ils expropriaient un camion de lait.

18-9-74 : Bahia Blanca. Francisco Mateo Bucci, 23 ans, étudiant en mathématiques, lié aux Montoneros est fait prisonnier par la police, qui l'accuse d'avoir participé à deux attentats contre une compagnie d'assurance et une agence de Telam.

18-9-74 : Corrientes. Hugo Perie, militant de la JP est arrêté par la police, qui déclare avoir trouvé à son domicile un véritable arsenal et une grande quantité de matériel destiné à la fabrication de bombes, ainsi que des tracts et des affiches de l'organisation Montoneros.

BDIC

BDIC

19-9-74 : Buenos Aires. La police fédérale diffuse un communiqué dans lequel elle alerte la population au sujet de l'activité de certains individus qui, se faisant passer pour policiers pratiquent des vols, des enlèvements et autres délits: "pour éviter ces pratiques de délinquants perquisitionnent, interrogent ou convoquent dans les dépendances de la police, il est recommandé d'exiger l'identification par les médailles et les plaques correspondants aux grades".

19-9-74 : Córdoba. Cinq militants de l'ERP ont été arrêtés lors d'une perquisition dans le quartier de Cabo Farina. Il s'agit de Javier W. Barrios Fernandez (colombien naturalisé uruguayen, qui aurait reconnu être membre de l'organisation Tupamaros), Alberto Assadourian, Juan Carlos Ramirez, ouvrier, Francisco Javier Robotti et Norma Estela Vasquez. La police affirme avoir découvert une grande quantité d'armes dans l'opération.

20-9-74 : Buenos Aires. Julio Tomás Troxler, ex-sous-chef de la police de Buenos Aires, est assassiné dans le quartier de Barracas. D'après les témoins, Troxler fut obligé de descendre d'une Peugeot 504 et de courir avec les mains attachées dans le dos. Les trois occupants du véhicule le criblent de balles. Cet assassinat est

revendiqué par les AAA. Julio Troxler, militant péroniste de la première heure, avait été arrêté en Juin 1956 en conséquence du coup d'état militaire dirigé par le Général Valle. Miraculeusement échappé du peloton d'exécution, avant que le groupe de prisonniers ne soit fusillé dans la décharge de J.L. Suarez, il a été nommé sous-chef de la police de la province de Buenos Aires le 25 Mai 1973 et obligé de démissionner le 20 Août 1973. J.T. Troxler était militant du péronisme révolutionnaire, proche du péronisme de base.

21-9-74 : Córdoba. Hector Jorge Assadourian, accusé d'avoir participé à l'action de l'ERP contre la fabrique militaire de Villa María, est arrêté par la police dans un bar de Córdoba.

21-9-74 : Buenos Aires. Luis Alberto Castelletto, étudiant de 17 ans, est assassiné par des inconnus. Pénétrant dans l'appartement de ses parents, ils le tuent dans sa chambre pendant son sommeil, et prennent la fuite.



- 21-9-74 : Buenos Aires. Par un communiqué publié dans le journal Clarín, la AAA revendique l'assassinat de Julio Troxler et annonce une liste de victimes : Rodolfo Ortega Peña, Alfredo Curutchet, Atilio Lopez, Juan Varas, Julio Troxler, Horacio Sueldo, Oscar Bidegain, Hector Cámpora, Raúl Laguzzi, Leonardo Bettanin, Ernesto Villanueva, Mario Firmenich, Carlos Caride, Jorge Taiana, Juan Carlos Anon et Norma Arrostito. Les cinq premiers noms étant suivis d'une croix. Celui d'Hector Sandler d'une croix et d'un point d'interrogation. Le communiqué signalait que le délai imparti à H. Sandler pour quitter le pays expirait le jour suivant.
- 21-9-74 : Salta. Deux militants de l'ERP, un homme et une femme, sont détenus par la police alors qu'ils distribuaient des tracts de l'organisation.
- 23-9-74 : Buenos Aires. Rodolfo Puiggros, ex-recteur de l'université de Buenos Aires et sa femme obtiennent l'asile politique à l'ambassade du Mexique. Dans les semaines précédentes ils avaient été l'objet de menaces répétées de la part des AAA. Adriana Puiggros, fille de Rodolfo Puiggros, et ex-doyenne de la faculté de Philosophie et Lettres de Buenos Aires, était partie avec sa famille pour le Mexique le 19/9 pour les mêmes raisons. Rodolfo Puiggros, comme sa fille, étaient proches de la JP.

- 24-9-74 : Buenos Aires. Dans un communiqué envoyé au journal "El Economista Comercial" la AAA revendique de nouveau la responsabilité des attentats politiques des semaines précédentes, y compris l'assassinat du fils de 4 mois du recteur de l'université Raúl Laguzzi, et annonce que A. Tosco (dirigeant du syndicat "Luz y Fuerza" de Córdoba) "en temps que membre de comités politiques et militaires de la guerrilla", sera exécuté une fois réglés quelques détails mineurs.
- 25-9-74 : Tucumán. Deux inconnus ont tiré plusieurs coups de feu contre la maison de l'avocat Carlos Zamorano, défenseur de prisonniers politiques.
- 25-9-74 : Mendoza. Une bombe de grande puissance détruit l'automobile de l'ex-député justicialiste Eduardo Molina, proche de la JP. Il avait été un des principaux défenseurs de Martinez Baca, ex-gouverneur de la province. Le même jour une bombe explose au domicile de Gervasio Lopez, ex-directeur du travail de la province, et proche de la JP. Dans un communiqué, un certain "commando anti-communiste de Mendoza" s'attribue la responsabilité des 2 attentats et annonce que Molina est condamné à mort s'il ne quitte pas la province dans les 72 heures, laissant tous ses biens à ce commando.

BDIC

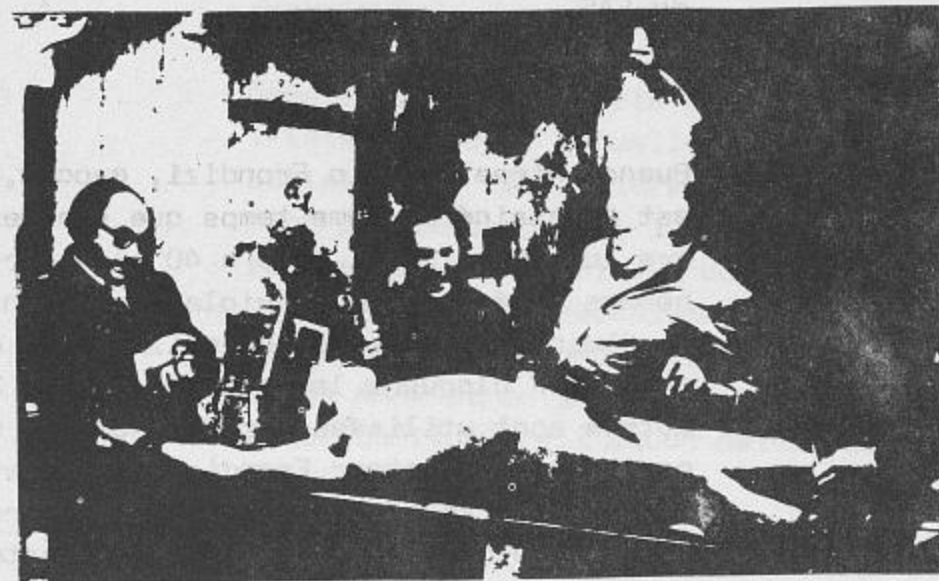
BDIC

25-9-74 : Buenos Aires. Dans un communiqué la AAA enjoint aux acteurs et chanteurs, Hector Alterio, Luis Brandoni, Horacio Guarany, Norman Brisky, d'avoir quitté le pays dans les 72 heures sous peine d'exécution. Les cinq artistes sont connus pour leurs opinions progressistes. En protestation contre ces menaces, l'association argentine des acteurs et divers syndicats d'artistes décrètent une grève de 24 heures pour le 27-9. Le même jour N. Guevara et sa famille, Luis Brandoni, Norman Brisky et leur femme partent pour le Pérou. Hector Alterio est invité par ses amis à rester en Espagne où il se trouvait.

26-9-74 : Buenos Aires. Lors d'un discours à la nation, la présidente de la République annonce que le pouvoir exécutif va soumettre au congrès un projet de loi anti-subversive et des mesures sévères contre "ceux qui prétendent altérer l'ordre et la paix nationale". Dans son "appel au peuple argentin" la Présidente affirme : "il semble que les 4 cavaliers de l'apocalypse biblique ont été lancés sur le monde, avec sa séquelle de violences, de vices et de déformations".

26-9-74 : Buenos Aires. 4 hommes se faisant passer pour des policiers pénètrent avec violence dans l'appartement de Mme Elena Jansen de Gonzales. Brisant les portes, mettant l'appartement à sac, menaçant de mort sa propriétaire, et après avoir cons

taté qu'aucun de ses trois fils n'était présent, ils se retirent. Le plus jeune des trois fils, German, est journaliste à "Noticias".



séance de torture pris du film argentin
"Les Traîtres"

BDIC

26-9-74 : Buenos Aires. Les cadavres de deux acteurs, Carlos Alberto Bedemps et Mauricio Borgui sont trouvés dans une maison de Martinez, présentant chacun plus de dix impacts de balles. D'après les témoignages des voisins, les deux hommes ont été assassinés avec des mitraillettes pourvues de silencieux. La AAA dans un communiqué diffusé le jour suivant revendique ces 2 meurtres et celui de José Petrick, polonais, dont le corps est trouvé à la faculté de droit. Les trois hommes sont qualifiés dans le communiqué "d'infiltrés dans nos universités pour corrompre la jeunesse".

BDIC

27-9-74 : Tucumán. 2 militants de l'ERP, Antonio Serafin Campos et Clemente Rosaremilla sont arrêtés au cours de la perquisition d'une imprimerie clandestine de l'ERP et du FAS.

27-9-74 : Buenos Aires. Silvio Frondizi, avocat, est assassiné en même temps que son gendre Luis Mendiburu. A 13 h 40 plusieurs hommes armés pénètrent violemment dans le domicile du docteur Frondizi. Deux automobiles bloquent les carrefours et 3 autres sont utilisées par les membres du commando. Le docteur Frondizi est enlevé après une vive résistance et son gendre est abattu de plusieurs balles en tentant de le défendre. Deux heures plus tard un communiqué des AAA informe du lieu où est abandonné le corps de Frondizi. Le docteur Frondizi était un vieux militant marxiste, et un défenseur infatigable des prisonniers politiques. Il assumait en particulier la défense des militants de l'E.R.P. faits prisonniers en août 1974 à Catamarca.

28-9-74 : Buenos Aires. Comme suite aux menaces de mort qu'il avait reçu, et à l'assassinat de son fils de 4 mois par les AAA, Raúl Laguzzi, demande et obtient pour lui et son épouse l'asile politique à l'ambassade du Mexique.

28-9-74 : Buenos Aires. Le Parti Révolutionnaire Chrétien, demande à son principal dirigeant, Horacio Sueldo, de se retirer momentanément de la vie politique "pour assurer un minimum de sécurité pour sa vie". Dans une lettre ouverte au ministre de l'intérieur dans laquelle il explique sa décision, le PRC déclare "...que l'opinion publique observe l'action ininterrompue que depuis plus d'un an poursuivent les groupes relativement anonymes - par exemple, l'organisation qui signe du sigle AAA- et qu'il paraît très significatif qu'il n'y ait aucun détenu de cette origine".

28-9-74 : Buenos Aires. La loi 28.840, appelée "anti-subversive", est votée par le parlement avec les votes du FREJULI, seulement, mais grâce à la présence des députés de l'opposition qui permettent d'atteindre le quorum.

29-9-74 : Córdoba. Luis Eduardo Santillan, militant de la JP, est tué par un commando de la AAA. Santillan était séquestré avec deux de ses camarades de la JP, Ernesto Rolando Rojas et Darado Omar Hoch, dans un endroit proche de Cruz del Eje par un groupe d'individus qui se disaient de la AAA.

29-9-74 : Buenos Aires. 82 personnes ont été arrêtées après que la police ait violemment attaqué le cortège qui accompagnait au cimetière les restes de Silvio Frondizi et de Luis Mendiburu.

29-9-74 : Tucumán. 6 militants de l'ERP, selon la police, ont été arrêtés au cours d'une perquisition pendant laquelle la police affirme avoir découvert des armes. Ils agissent de Umberto Miguel Tumini, étudiant, Alberto Raúl Geneaut, comptable, Orlando Luis Meloni, employé, Silviano Marcelo Castro, cheminot, Ricardo Rispoda, avocat, Osvaldo Sigfrido Debenedetti. Ce dernier est selon la police un des principaux dirigeants de l'ERP et a déjà été détenu en 1972 pour l'enlèvement et la mort du directeur de la FIAT, Salustro.

29-9-74 : Buenos Aires. L'ex-doyen normalisateur de la faculté d'architecture et d'urbanisme Ibarlucia, voyage à Lima avec sa famille après avoir reçu des menaces de mort de la AAA.

30-9-74 : Buenos Aires. Le Général Prats, ex-commandant en chef des forces armées chiliennes, exilé politique en Argentine depuis le coup d'état du 11 Septembre 1973 est assassiné avec son épouse. A 0 h 30 au moment où il se préparait à garer sa voiture dans son garage, il fut attaqué par un groupe d'individus qui jettent une bombe sous sa voiture.

30-9-74 : Rio Gallegos. La voiture d'un député de la UCR est détruite par une bombe. Ce député s'était récemment occupé des prisonniers politiques de la prison de la ville.

30-9-74 : Buenos Aires. Le docteur Esteban Righi, ex-ministre de l'intérieur du gouvernement Cárpora, demande et obtient l'asile politique pour lui et sa famille à l'ambassade du Mexique, après avoir été menacé par les AAA.

3-10-74 : Buenos Aires. Le chef de la police fédérale, le commissaire général Alberto Villar, déclare que 160 opérations ont été effectuées dans les provinces par la police fédérale. De nombreuses arrestations ont eu lieu, "des extrémistes", principalement Chiliens et Uruguayens.

3-10-74 : Buenos Aires. Après l'explosion d'une bombe, un dépôt de matériel de l'université technologique brûle. L'AAA revendique l'attentat.

3-10-74 : Buenos Aires. Dans une lettre adressée à "La Opinión", Mgr Jerónimo Podesta, ex-évêque de Avellaneda, sympathisant de la JP, annonce qu'il s'en va à cause des menaces de mort qu'il a reçues.

- 3-10-74 : Buenos Aires. Le cadavre du Psychiatre Roberto Bonal, enlevé la semaine précédente, est retrouvé dans la localité de Benavidez. La victime présente plusieurs impacts de balles et la partie supérieure de son corps est entièrement carbonisée.
- 3-10-74 : Buenos Aires. Une bombe explose dans l'étude de l'avocat Carlos Gonzales Gartland défenseur de prisonniers politiques et ex-secrétaire général de la "gremial de abogados".
- 3-10-74 : La Plata. José Antonio Apaolaza, étudiant est gravement blessé par une grenade lacrymogène, pendant la répression par la police d'une manifestation d'étudiants contre la politique du nouveau ministre de l'éducation, Oscar Ivanissevich. La manifestation était organisée par ATULP et la FULP■



BDIC

LE MOUVEMENT

'VILLERO'

Fév. 1973

50 familles de sans-abris occupent des terrains appartenant à la Société des Chemins de Fer Argentins. Ces terrains, inutilisés depuis plus de 30 ans se trouvaient au moment de l'occupation, recouverts de débris et d'ordures. Les occupants les nettoyaient et y construisaient des habitations précaires. Depuis ce temps, la police et des bandes fascistes à la solde du Péronisme d'extrême-droite n'ont cessé de les harceler.

BDIC

oct. 1973

Le quotidien du matin "El Mundo" dénonce l'assassinat d'un ouvrier habitant le bidonville "Mariano Pujadas". Cet ouvrier appelé Benitez a été tué par un certain "El Cuervo", qui possède ses "entrées" dans les milieux policiers. Devant le comportement de la police qui retarde indéfiniment l'enquête judiciaire les habitants du bidonville réclament justice. A l'heure actuelle l'assassin est toujours en liberté, tandis que 17 habitants du bidonville ont été emprisonnés.

Déc. 1973

BDIC

Ramón Baez Martínez, membre de la "junta vecinal de villas" (organisation populaire chargée de la défense des intérêts des habitants de ce bidonville) est assassiné. Ses voisins accusent les membres de l'organisation péroniste d'extrême droite d'être les auteurs du crime. Ils citent, parmi les membres des bandes fascistes le nom de plusieurs agents de police et soutiennent qu'ils sont financés par le Ministère du Bien-Etre-Social.



7-3-74

Buenos Aires. Oscar Alfredo Salazar et son frère Luis, militants du "Movimiento Villero Peronista", sont détenus par la police sous l'accusation de falsification de documents publics. Un recours en Habeas Corpus déposé par leur avocat reste sans réponse.

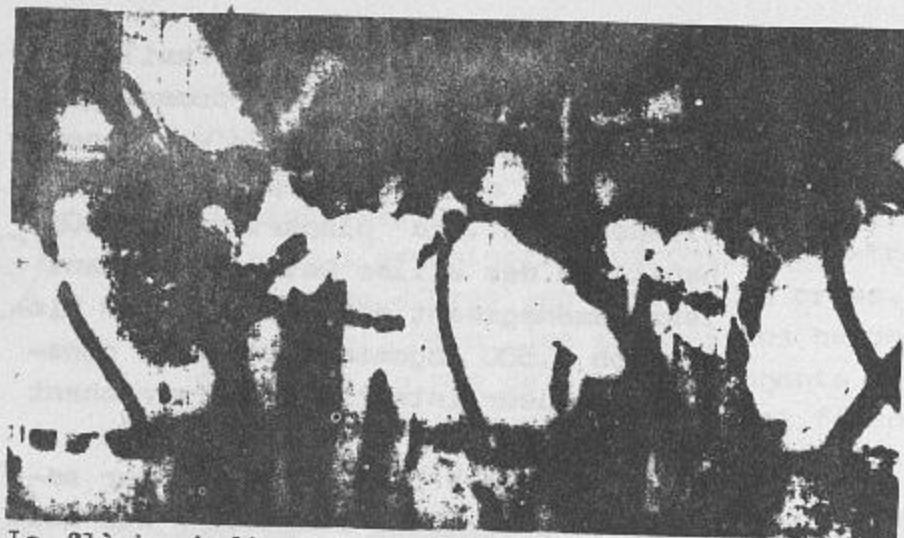
20-3-74

Buenos Aires. Les premières familles de la villa 31 de Retiro, ont commencé à être démenagées au milieu d'un imposant déploiement de force de police, cars blindés, etc...La plupart des 60.000 habitants des villas Retiro, refusent leur déménagement dans le quartier Niatk, où 2.500 logements ont été construits à leur intention. Ils reprochent notamment le coût élevé des loyers qu'ils auront à payer (20% de leur salaire), ainsi que l'indexation des quotas mensuels sur l'augmentation du coût de la vie. Le délogement des Villeros est destiné à permettre la construction d'une autoroute. Des effectifs de l'armée abattent à coup de piques et de pioches les logements abandonnés.

BDIC

26-3-74

: Buenos Aires. Alfredo Oscar Chejolan est tué à bout portant par la police, au cours d'une manifestation organisée par les villeros de Retiro contre les mesures d'expulsion et de déménagement dont ils sont l'objet. Son frère, Roque, est arrêté en sortant de l'hôpital où il avait conduit le cadavre. En contradiction totale avec toutes les photos publiées dans la presse, la police affirme, d'abord que Chejolan, en état d'ébriété, a été accidenté par une voiture, puis que les forces de l'ordre, attaquées à coup de feu, ont été obligées de se servir de leurs armes.



La flèche indique le "villero" Alfredo Chejolan.



Chejolan gît par terre, tué à bout portant par la police.



18-4-74 : Buenos Aires. Une centaine d'individus fortement armés mitraillent les bâtiments de la cité "Complejo 17 de Camino de Cintura", et lancent des grenades lacrimogènes. Le groupe d'agresseurs, arrivé à la nuit dans trois autobus, procède ensuite à l'expulsion de 3 familles de la cité. La "Junta Vecinal" dénonce Rodolfo Santos Canete et sa bande de "matones" armés, comme responsable de l'agression. Canete avait, en Octobre 73, mené une attaque similaire où plusieurs personnes avaient été atteintes par les rafales de mitraillettes. Toutes les dénonciations enregistrées par la Junta auprès de la police, sont jusqu'ici restées sans effet. Quelques jours plus tôt, les habitants de Villa Panamericana ont été agressés par un groupe similaire qui avait également utilisé des grenades lacrimogènes. Les habitants de Villa Panamericana (Olivos) ont de la même manière enregistré leurs plaintes auprès de la police, et, devant l'inefficacité de leurs démarches, ont organisé une garde de nuit.

15-5-74 : Buenos Aires. Une dizaine de voitures de patrouille et un car blindé, chargés de policiers lourdement armés et en tenue de combat, encerclent la Villa Comunicaciones de Retiro, au moment où se déroulait une réunion de la Junta Vecinal. Les policiers fouillent le local et font sortir une à une les personnes présentes à la réunion, puis pénètrent dans un certain nombre de maisons et procèdent à



l'arrestation d'habitants de la Villa.
Au lendemain de l'enterrement du Père
Carlos Mugica, ces faits apparaissent
comme une provocation.

18-5-74 : Quilmes. 200 policiers appartenant à la
brigade Antiguerrillera organisent une
véritable opération de représaille con-
tre les habitants du quartier La Cañada.
Lourdement armés, les policiers descendus
d'une dizaine de cars blindés ont lancé
des grenades lacrymogènes, avançant mai-
son par maison, et obligeant les habi-
tants à rentrer chez eux après y avoir
lancé des grenades. Cette action fait
suite à la manifestation organisée deux
jours plus tôt par les habitants du
quartier à la suite de la mort d'une en-
fant à un carrefour où les feux de cir-
culation sont en panne depuis 8 mois.
Lors de cette manifestation, la popula-
tion du quartier avait réussi à dresser
des barricades et à empêcher l'inter-
vention de la police, en signe de pro-
testation.

20-5-74 : Quilmes. Un car blindé et une voiture de
patrouille mettant fin à une réunion or-
ganisée par l'Agrupación Evita dans le
quartier La Cañada. Les 60 mères de fa-
milles qui se trouvaient réunies pour
assister à des cours d'hygiène de puéri-
culture et de contrôle des naissances,
sont contraintes de rentrer chez elles
et à retirer leurs enfants confiés à la
garderie Evita. Par ailleurs, la JP loc-
ale dénonce les attaques incessantes dont
sont l'objet les habitants du quartier
qui rentrent chez eux à la nuit.

26-5-74 : Buenos Aires. Carlos Rodriguez, dirigeant
du Movimiento de Inquilinos Peronistas,
est agressé par 4 individus et se retrou-
ve le lendemain dans un lit de l'hôpital
Ramos Mejia, où on lui affirme qu'une
opération vient de lui sauver une main
qui étaient à moitié sectionnée et où on
lui conseille de ne pas chercher à sa-
voir comment il est arrivé jusque là.
L'agression s'est produite alors que Ro-
driguez participait à une réunion de
l'Unidad Básica 17 de Octubre. Un ratis-
sage effectué par la Seguridad Federal
dans le quartier mit fin à la réunion.
Rodriguez a été attaqué au moment où il
rentrait chez lui, après avoir dîné dans
le quartier.

BDIC



5-7-74 : Don Torcuato. Elsa Celia Algañaraz de Roman, 19 ans, militante de la JP, est enlevée, violée et assassinée à coups de couteau par des inconnus, dans un bidonville du quartier San Jorge. Elle était enceinte de deux mois. Son mari, également militant de la JP, qui allait retirer le corps à la morgue, est frappé et détenu une journée par la police. Avant de mourir, Elsa Algañaraz dit: "C'est Juan Pereyra". Ce dernier, ainsi que son frère, est membre du CDO. Les habitants du quartier dénoncent "le climat de terreur auquel nous soumettent les matones des CDO et des "62 Organisations" de Tigre. Si ça continue comme ça, nous devons tous partir avant qu'ils nous tuent un par un". Ils affirment d'autre part que "cette situation a commencé quand nous avons commencé à réclamer l'amélioration des conditions de vie dans le quartier".

17-7-74 : Don Torcuato. Le domicile de Ruben Omar Almirón, mari de la militante de la JP assassinée le 5/7, est perquisitionné et saccagé par un grand nombre de policiers qui promettent de revenir "pour chercher Almirón". On apprend que ce dernier, ainsi que la soeur de la militante tuée, a été licencié de son travail sur "suggestion" de la police.

22-7-74 : Buenos Aires. Les délégués de l'hôtel "Libertad" qui abrite des militants de différents groupements du quartier, dénoncent les attaques incessantes de la police qui fait irruption dans les habitations à tout heure du jour et de la nuit sous les prétextes les plus divers.

9-8-74 Mar del Plata

Le conseil El Atlántico informe de la disparition de Miguel Alfredo Taborada, et Luis Atilio Gigante; tous les deux ont été enlevés par des inconnus. Les jeunes gens avaient dénoncé à la presse les violences policières effectuées régulièrement contre les habitants de la Villa Juana Manso.

12-8-74 : Buenos Aires. Un groupe d'individus, se présentant comme policiers, fait irruption dans l'hôtel Moreno, perquisitionne pièce par pièce, puis se retire en emmenant avec lui deux locataires qui seront relâchés un peu plus tard.

6-9-74 : Buenos Aires. Une bombe détruit le local du Movimiento Villero Peronista de San Martín ■

répression contre le mouvement ouvrier

Juillet 1973 La police investit le siège de la CGT classiste de Salta, et exerce une dure répression contre les travailleurs qui refusent de quitter les lieux.

Juillet 1973 Un groupe important de civils armés attaque à Cordoba le siège des syndicats classistes de l'électricité et de la mécanique automobile.

Août 1973 Trente civils armés attaquent le siège du syndicat des ouvriers céramistes à Villa Adelina, Province de Buenos-Aires. Les camarades résistent à l'attaque effectuée avec des grenades et des armes longues. Les agresseurs envahissent le local et frappent les travailleurs avec des chaînes. Vers 6 heures du matin, avertis de l'agression, d'autres travailleurs s'amènent. Face à l'attitude déterminée de plus de 2,000 céramistes, les attaquants se retirent sous la protection de la commission provisoire sortie des rangs de la mafia syndicale. Cependant, Siber Quirez, bureaucrate syndicale, tire un coup de pistolet et l'ouvrier Juan Carlos Bache tombe blessé. Quirez l'achève d'une balle dans la tête.

Août 1973

La police arrête les autobus transportant les ouvriers de l'IKA Renault, Perkins et Rauco, solidaires des ouvriers de Fiat qui occupent leurs usines pour exiger le libre exercice des droits syndicaux. La police disperse les ouvriers avec des gaz lacrymogènes, et tire sur eux.

Septembre 1973 Enlèvement et assassinat de Fredes, militant de la Jeunesse des Travailleurs Péronistes et délégué de l'Union des Transports Automobiles. A 22 heures, trois voitures s'arrêtent à 50 mètres de sa maison; douze hommes en descendent; ils disent appartenir à la Police Fédérale et pénètrent brutalement dans la maison, obligeant la famille de Fredes à s'enfermer dans une chambre. Lorsque Fredes arrive, il est saisi et poussé dans la rue où il est assassiné.

Octobre 1973 Un groupe de mercenaires attaque le siège de la CGT classiste à Cordoba pendant une assemblée antibureaucratique des ouvriers du bâtiment. Bilan: mort de l'ouvrier Juan Avila.

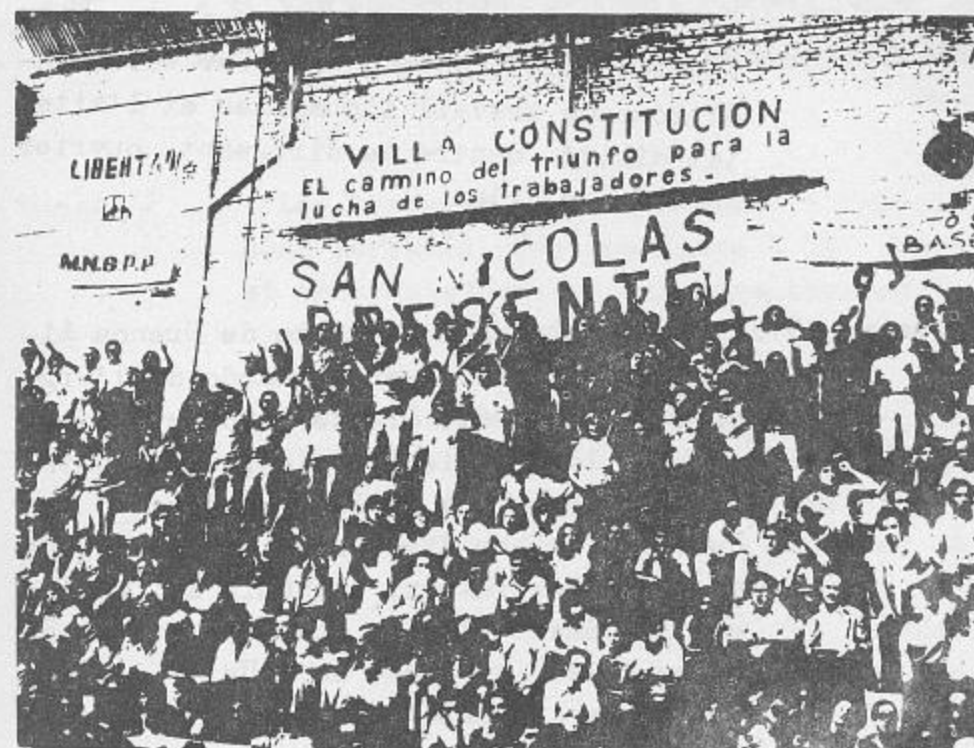
Octobre 1973 A Villa Dominico, Province de Buenos Aires, on trouve dans un caniveau à demi inconscient, Oscar Arca, délégué syndical de l'entreprise de transports Costera Criolla et militant actif des Jeunes des Travailleurs Peronistes. Il a les mains liés dans le dos avec des fils de

cuire et des brûlures de cigarettes sur la poitrine, les bras et les jambes. Sa "libération" a été consécutive à une mobilisation intensive de ses camarades qui, par une manifestation en face du siège du gouvernement, avaient paralysé tous les moyens de transport circulant dans la zone.

Octobre 1973 Au cours de la lutte pour la libération de Oscar Arca, les camarades de l'Union des Transports Automobiles manifestent devant le siège du Gouvernement. La police des groupes civils armés les réprimant violemment. Plusieurs reporters qui ont pris des photos pendant l'agression sont arrêtés et emmenés au Ministère du Bien-Etre Social où ils sont brutalement frappés; tous leurs documents photographiques sont détruits. Les témoins de ces faits affirment que les civils armés appartenaient à la garde personnelle de Lopez Rega, Ministre du Bien-Etre Social et Secrétaire d'Isabel Peron.

Octobre 1973 La Jeunesse des Travailleurs Peronistes dénonce dans une conférence de presse la séquestration de Arca et d'un autre travailleur, Feijo. Ce dernier a été arrêté par un groupe de civils armés de mitraillettes, alors qu'il conduisait une voiture de passagers, puis emmené dans un endroit solitaire et sauvagement frappé. Les gangsters voulaient obtenir de Feijo les noms des responsables de la manifestation citée précédemment.

Octobre 1973 Les ouvriers de l'usine Sasson (confection de chemises) font la grève pour protester contre l'expulsion de 23 ouvrières dont plusieurs sont des déléguées syndicales. La grève, prolongée pendant presque un mois, donne lieu à d'incroyables faits de violence. Des gangsters du syndicat du vêtement (SOIVA) ont séquestré deux ouvrières, Andréa Gomez et Silvia Valdez; ils les ont brutalisées pendant des heures, puis les ont abandonnées dans un endroit solitaire. En diverses occasions, la police a chargé violemment les ouvrières et ouvriers à proximité de l'usine. Au cours de la grève il y a eu 30 arrestations.



Assises syndicales à Córdoba.

Novembre 1973 La mine Aguilar se trouve dans la Province de Jujuy, au nord de l'Argentine près de la frontière avec la Bolivie, c'est un endroit idéal pour la super-exploitation et la répression de travailleurs. En novembre 1973 éclate un conflit provoqué par la suppression des heures supplémentaires. Alors que les ouvriers sont réunis en Assemblée pour décider de la grève, la Gendarmerie Nationale attaque les travailleurs, blessant mortellement l'ouvrier Adrian Sanchez.

Novembre 1973 Le journal de gauche El Mundo (dont la parution est actuellement interdite) dénonce la situation faite aux travailleurs du caoutchouc à Cordoba: les conditions de travail inhumaines et l'attentat dirigé contre le dirigeant ouvrier Rafael Castillo.

Novembre 1973 A San Fernando, Province de Buenos Aires, des individus du Commando de l'Organisation (extrême droite peroniste) empêchent les ouvriers municipaux d'assister à l'assemblée de leur syndicat. Les ouvriers qui se dispersent sont attaqués et l'un d'entre eux, Antonio da Costa, est gravement blessé. La même nuit, une bombe éclate au local de l'Unité de Base Péroniste (groupe progressiste) où se réunissent les ouvriers agressés.

BDIC



14-11-73

Les travailleurs du bâtiment à Rosario sont parvenus, par une lutte à la base et sans intervention des bureaucrates du syndicat, à faire craquer la résistance de l'entreprise DORSET et à obtenir qu'elle traite avec la classe ouvrière de l'UOCRA (Union de la construction de la République Argentine). La bureaucratie syndicale fasciste décidée à contrer à n'importe quel prix les luttes de la base, fait appel à ses mercenaires armés. Le jour fixé pour la signature de l'accord, dans les bureaux officiels et en présence des fonctionnaires du Ministère du Travail, ces gangsters frappent les ouvriers et le Directeur du Département du Travail de l'entreprise.

BDIC

15-11-73

Une jeune femme, fille de la dirigeante syndicale Lilitana Avenedo Alessi, appartenant au seul courant qui s'oppose à la bureaucratie dans le syndicat municipal d'Avellaneda, est séquestrée et torturée par des individus à la solde des dirigeants syndicaux fascistes.

20-11-73

Miguel Mars, militant de l'UTA (Union des Transports Automobiles), candidat à la délégation syndicale de son entreprise, a été séquestré pendant deux jours. Quand il est libéré, il raconte que les tortures pratiquées contre lui ont été d'une extrême violence. Il a été brûlé sur tout le corps y compris les testicules.

26-11-73

Le Ministère du Travail annule les élections par lesquelles les ouvriers du Syndicat de la Santé de Cordoba avaient démocratiquement évincé la bureaucratie syndicale.

5-12-73

Le Mouvement Syndical de Base dénonce qu'à l'usine Santa Rosa, grand établissement sidérurgique de la banlieue de Buenos Aires, le patronat et son allié la bureaucratie syndicale ont mis à la porte trois travailleurs qui encourageaient leurs camarades à se syndiquer. A Yelmo, usine d'appareils ménagers, 40 ouvriers et 12 délégués ont été renvoyés. De plus, des hommes de main de l'Union Ouvrière Métallurgique et des policiers brutalisent les travailleurs.

7-12-73

Les ouvriers opposants aux dirigeants fascistes du syndicat des carreleurs sont attaqués à coups de feu par une bande conduite par ces dirigeants. La fusillade se produit alors que les ouvriers de gauche se présentent au siège du syndicat pour y déposer une liste électorale.

13-12-73

La loi de disponibilité commence à être appliquée à Cordoba. Elle est utilisée pour licencier les ouvriers des Industries Mécaniques de l'Etat (IME). Les travailleurs de l'IME décident un arrêt général de travail pour protester contre le licenciement de 250 ouvriers. Ils dénoncent en outre les abus et les vexations dont les délégués du personnel sont l'objet.

15-12-73

Des ouvriers de l'Entreprise de Transports Costera Criolla, qui sont en conflit avec celle-ci, sont arrêtés par la Police Fédérale quand ils se présentent au siège de l'entreprise pour toucher leurs salaires.

4-1-74

CORDOBA. Un groupe de travailleurs du syndicat des transporteurs UTA (en grève pour augmentations salariales) est violemment réprimé par la police alors qu'il essayait d'arrêter un omnibus. Plusieurs personnes sont arrêtées.

Une assemblée générale de ATE (association des travailleurs de l'Etat)

qui devait décider des mesures de force à prendre en réponse au licenciement de 150 employés est violemment dispersée par la police, qui arrête plusieurs dirigeants de ATE, relâchés peu après.



Córdoba 1974. Colonne d'ouvriers de l'usine Ika-Renault en conflit.

26-1-74 BUENOS AIRES. Marcelo Panizza, 25 ans, délégué syndical de l'usine métallurgique EATON est enlevé alors qu'il sortait de son domicile pour se rendre à son travail. M. Panizza est un militant de la JTP, affronté à la bureaucratie syndicale de la UOM. Trois jours plus tard, on apprend qu'il est relâché après avoir été interrogé par la police fédérale.

26-1-74 BUENOS AIRES/ROSARIO/ BAHIA BLANCA. 17 bombes explosent dans la nuit dans des locaux de la JTP et d'autres secteurs de gauche. A Buenos Aires: contre le local du syndicat de Gas del Estado (contrôlé

par la JTP), six "Unidades Basicas" de JP et JTP, le café "La Paz", où se réunissent souvent des militants péronistes (un blessé). A Rosario et Bahia Blanca, contre des locaux de JTP, du PC, de la Juventud Socialista, et des domiciles de militants de gauche. Le surlendemain, un "Escadron de la mort" s'attribue la responsabilité de ces attentats, ainsi que celle de l'attentat commis en décembre 1973 contre le député péroniste Juan LUCERO.

5-2-74 BAHIA BLANCA. Hugo Mazzolini, ouvrier de la construction, est tué sur un chantier par des "matones" de la UOCRA (Union Obrera de la Construcción de la Republica Argentina), répondant à la direction nationale du syndicat. Deux autres ouvriers sont grièvement blessés. Tous trois faisaient partie du comité interne de la UOCRA opposé à la direction nationale, et dirigé par Tomas BUSTOS, ancien membre de la JTP.

Février 74 LA MATANZA. Le local de la JTP de ce quartier est perquisitionné par la police: dix personnes sont arrêtées, accusées de port d'arme illégal et de détention de "médicaments stimulants", charges niées ultérieurement par la JTP.

18-2-74

MAR DEL PLATA. José ROSEMBERG dénonce qu'il a été séquestré et brutalement torturé pendant deux jours par des inconnus qui l'ont interrogé sur son action politique. ROSEMBERG est membre de la "Agrupacion Bancaria", affiliée à la JTP.

21-2-74

BUENOS AIRES. Le local central de la JTP (San Juan 969, HA) est perquisitionné par la police fédérale, ce qui occasionne un impressionnant déploiement de forces de police (plusieurs fourgons blindés - "carros de asalto" - , un petit tank, et un camion spécial pour le transport d'explosifs) commandé personnellement par le chef et le sous-chef de la police fédérale, le général INIGUEZ et le Commissaire-général VILLAR, et le super-intendant de la Sécurité Fédérale, commissaire-major Luis MARGARIDE. Cinq personnes au moins sont détenues. Elles sont libérées ultérieurement et le local est réouvert 2 jours plus tard.

21-2-74

COMODORO RIVADAVIA. Nemesio SOTOMAYOR et Luis CARCAMO, deux ouvriers du "Sindicato de Petroleros Privados" sont tués par la police lors de la répression d'une manifestation. Au moins quinze autres personnes sont blessées dont certaines grièvement. La manifestation, qui rassem

BDIC

blait un millier de personnes, avait été convoquée par la direction du syndicat pour réclamer la restitution du siège du dit syndicat, occupé la veille par les membres de la liste adverse aux élections, liés à la UOM.

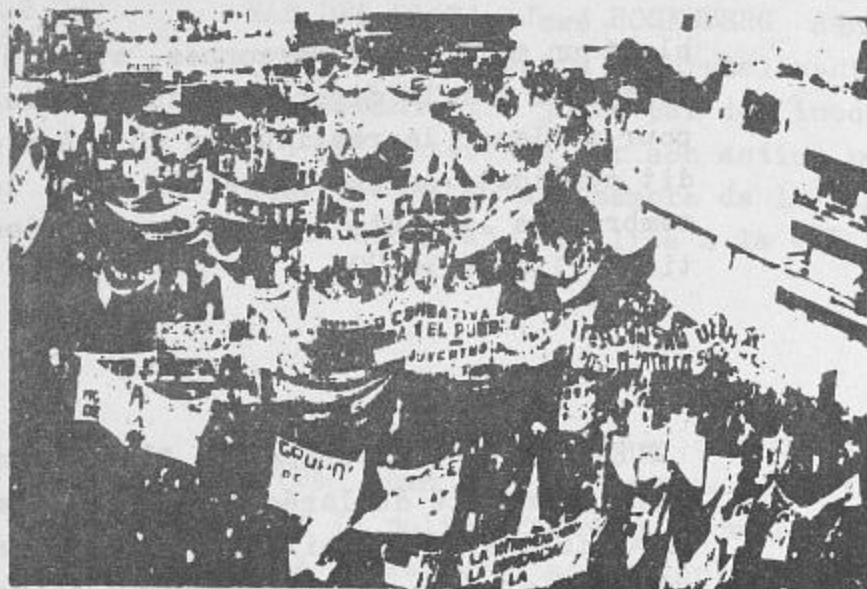
25-3-74

BUENOS AIRES. La grève du "Banco Nacion" ayant été déclarée "illégale" par le Ministère du Travail et "subversive" par le Ministère de l'Intérieur, la police fait évacuer les succursales de San Martin et Merlo. Tous les employés du "Banco Nacion" sont en grève depuis le 18 mars, pour obtenir la réincorporation de 58 employés licenciés pour activités syndicales. Plusieurs activistes et délégués sont arrêtés dans d'autres succursales. Juan Carlos CORAL, dirigeant du PST, ainsi que trois autres militants de ce parti sont arrêtés, alors qu'ils manifestaient leur soutien aux grévistes.

27-3-74

BUENOS AIRES. La police fédérale arrête 50 "activistes" du "Banco Nacion" et déploie un important dispositif de contrôle autour de la banque. Les employés doivent mettre fin à la grève, sans avoir obtenu la réincorporation des licenciés.

BDIC



Córdoba 1974. Mouvement syndical Combatif.

30-4-74

CAMPANA. Pedro AMARANTO, militant du MSB, est séquestré par des inconnus qui se font passer pour policiers fédéraux, puis torturé sauvagement et interrogé sur ses relations avec l'ERP.

7-5-74

CORDOBA. René SALAMANCA est arrêté quelques jours avant les élections de la SMATA-Cordoba, alors qu'il circulait dans une automobile "sans plaques d'immatriculation".

BDIC

7-5-74

CORDOBA. Victor PACIARONI, secrétaire général du centre des étudiants d'architecture de Cordoba, est détenu depuis le 26 avril dans les dépendances de la Poli

ce Provinciale où il a été torturé. Son arrestation s'est produite alors qu'il faisait campagne pour la liste de gauche de SMATA-Cordoba

11-5-74

CAMPANA. Inocencio FERNANDEZ, ouvrier métallurgiste et militant du PST, est retrouvé mort et horriblement mutilé. FERNANDEZ avait participé à l'élaboration de la liste grise d'opposition à l'actuelle direction de l'UOM de la ville de Vicenté LOPEZ

28-5-74

MAR DEL PLATA. Les travailleurs du supermarché "La Estrella Argentina" sont mitraillés depuis une automobile en marche, alors qu'ils manifestaient contre le renvoi pour raisons politiques de trois de leurs camarades. Ricardo MOYANO est atteint par les coups de feu et hospitalisé.

29-5-74

MAR DEL PLATA. Une bombe incendiaire explose contre le local du PST, causant d'importants dommages.

30-5-74

GENERAL PACHECO. Les corps de trois jeunes militants du PST, Oscar Dalmeacio MESA (membre de la commission interne d'Astilleros Astarsa), Antonio MOSES (ouvrier de l'usine d'embrayage Wobron) et Carlos Domingo ZILA (ouvrier des Textiles Abea), sont retrouvés criblés de balles. Les trois militants avaient été enlevés la veille par un groupe de 20 indi

BDIC

BDIC

vidus armés, se faisant passer pour policiers, porteurs de brassards, et utilisant des appareils émetteurs-récepteurs. Les agresseurs, après avoir envahi le local du PST où se déroulait une réunion, pillé et détruit tout ce qui leur tombait sous la main, s'étaient retirés, emenant avec eux les 3 militants ainsi que trois femmes qui, après avoir été menacées et rouées de coups, furent relâchées.

30-5-74

CORDOBA. Une bombe explose dans un local du PST, produisant de nombreux dégâts.

30-5-74

MAR DEL PLATA. Carlos PETRONI, secrétaire du Frente de Trabajadores Mercantiles et dirigeant du PST, est grièvement blessé à coups de couteau et roué de coups en pleine rue.

11-6-74

José Ignacio ARETA, dirigeant régional de la JTP, et Hugo CAMERINI, militant de la JTP, qui avaient disparus le vendredi 7 juin sont retrouvés dans les locaux de la Superintendance de Sécurité Fédérale, accusés de port d'arme et de possession de faux documents.

11-6-74

BERNAL. René CROTTA, secrétaire du Syndicat des ouvriers et employés du papier carton, est retrouvé mort, flottant dans les eaux du rio Las Piedras. Son corps présente des traces de coups et de tortures.

17-6-74

BDIC

BERNAL. Carlos Borromeo CHAVEZ, candidat aux élections internes de SUPA, est retrouvé mort, le corps criblé de balles. CHAVEZ avait été enlevé de son domicile le samedi précédent par 4 individus fortement armés.

17-6-74

CORDOBA. Une bombe de 2 kg de Pegavil est jetée contre le siège de Luz y Fuerza provoquant d'importants dommages. (...) Un attentat à la bombe est perpétré contre le domicile du syndicaliste Juan MEDINA, délégué syndical de l'entreprise de transport Cadol.

5-7-74

BUENOS AIRES. Abel PADILLA, ouvrier du "Sindicato de Colocadores de Azulejos y Mosaicos", est violemment frappé par des membres de la direction du syndicat. PADILLA avait témoigné contre deux membres de la direction du syndicat, coupables d'avoir blessé par balles deux militants de la JTP au siège du syndicat.

22-7-74

CORDOBA. Le jeune ouvrier métallurgiste Lazaro ALONSO est enlevé par un groupe parapolicier de 4 personnes. Il est violemment torturé (brûlures de cigarettes sur tout le corps, simulacre d'exécution ...) et interrogé sur ses activités de militant au sein d'un groupe de base de la UOM hostile à la direction du syndicat des métallurgistes. Il réussit ensuite à échapper à ses tortionnaires, en se jetant d'une camionnette en marche où il était transporté.

24-7-74

BUENOS AIRES. Le Ministre de l'Intérieur, Benito LLAMBI, annonce la création officielle d'une "Police industrielle" chargée de surveiller les usines, et formée de membres à la retraite des Forces Armées et des Services de Sécurité.

31-7-74

BUENOS AIRES. Le pouvoir exécutif autorise par décret la police fédérale à former un corps de "gardes industriels" destiné à protéger les usines. Ce service sera formé de sous-officiers en retraite des forces armées et de sécurité.

2-8-74

ENSENADA. Deux ouvriers de l'usine "Propulsora siderurgica" sont blessés par des inconnus qui tirent sur l'établissement depuis deux voitures. Les ouvriers de l'usine venaient de terminer un arrêt de travail partiel en appui aux 36 ouvriers licenciés en mai 1974 et qui n'ont toujours pas été réincorporés.

6-8-74

BUENOS AIRES. Dans une conférence de presse, Raymundo ONGARO, dirigeant de la Federación Grafica Boanerense, dénonce une tentative d'attentat contre le siège de ce syndicat. Sept pains de T.N.T., portant des marques d'identification de l'armée américaine, qui avaient été déposés devant la porte de la FGB ont pu être désarmés à temps.

BDIC

10-8-74

BUENOS AIRES. Le local central de la JTP (San Juan 969) est perquisitionné par la police fédérale, dans une opération spectaculaire, coupant le trafic dans les rues avoisinantes. Le mobilier est détruit et cinquante personnes (36 hommes et 14 femmes) présentes dans le local, sont arrêtées et libérées le lendemain, sauf deux d'entre elles, apparemment choisies au hasard, Norberto A. PARISI et Eduardo D. BERROSTE, accusées de "port d'armes illégal". Ils ne sont libérés que le 13 août. A la demande du député de la JP, Leonardo BETTANIN, présent sur les lieux, de présenter l'ordre de perquisition, un sous commissaire répondit que celui-ci n'existait pas. La veille, le dirigeant de la JTP, Guillermo GRECO avait informé le journal "Noticias" qu'il avait reçu la visite d'un officier de la Police Fédérale, qui lui avait annoncé "la perquisition du local de la JTP, dans l'objet d'éliminer physiquement ceux qui se trouveraient à l'intérieur".

21-8-74

BUENOS AIRES. Un groupe de policiers en civil, fortement armé, réalise une perquisition dans les installations des hôpitaux Rivadavia et Peralta, et ferment une "Pharmacie du Peuple" organisée par la "Agrupación de Trabajadores Peronistas" de ces hôpitaux liés à la JTP. Un travailleur est détenu.

BDIC

26-8-74

CORDOBA. René SALAMANCA et les autres dirigeants de SMATA-Cordoba sont contraints par la police à abandonner le siège du syndicat, à la suite de l' "intervention" de ce dernier décrétée par le Ministre du Travail. Au même moment, une manifestation spontanée de plusieurs centaines d'ouvriers venus soutenir leur direction syndicale, est violemment réprimée par la police provinciale. Alors que les ouvriers manifestaient dans le calme aux abords du syndicat, la police les attaque sans préavis, à coups de grenades lacrymogènes et de rafales d'armes à feu. Quatre ouvriers sont blessés par balles, dont l'un, Manuel BECERRA, ouvrier de l'usine de "Grandes Motores Diesel", très grièvement.

5-9-74

BUENOS AIRES. Le meeting de soutien à SMATA-Cordoba, qui devait avoir lieu dans un local fermé, est interdit par la police.

9-9-74

BUENOS AIRES. Des membres d'une certaine "Agrupacion Peronista ortodoxa" en représentation du "Movimiento Musical de Liberacion" occupent de force les locaux du syndicat des musiciens. Dans une déclaration, la APO prétend "éliminer définitivement de notre maison les réunions trotskomaïxistes réalisées par des personnes étrangères à notre organisation, avec le consentement de ceux qui dirigent notre destin". Le MOMULI avait été battu lors des récentes élections du syndicat.

CORDOBA. Une bombe incendiaire placée face au local du syndicat Luz y Fuerza (dirigé par Agustin TOSCO) est désamorcée par la police.

16-9-74

BUENOS AIRES. Atilio LOPEZ, ex-vice gouverneur de Cordoba, ancien dirigeant de la CGT "classiste" de Cordoba et secrétaire général du syndicat des chauffeurs UTA de Cordoba jusqu'au mois d'août dernier, est assassiné ainsi que l'ami qui l'accompagnait, Juan José VARAS, ancien fonctionnaire du gouvernement de Cordoba et ex-assesseur de UTA-Cordoba. Les deux hommes sont enlevés le matin à l'hôtel où ils logeaient à Buenos Aires par cinq hommes fortement armés se disant de la police fédérale. Quelques heures plus tard, leurs cadavres méconnaissables, criblés chacun de 60 balles sont trouvés au bord d'une route, à 70 km de Buenos Aires.

BDIC

21-9-74

BAHIA BLANCA. Luis Jesus GARCIA (18 ans), ouvrier de la construction et militant de la JP et du FAS, est assassiné. A 4 heures du matin, 4 hommes se disant policiers, l'ont enlevé à son domicile. 2 heures plus tard, on retrouve son cadavre criblé de balles, à une douzaine de kilomètres de Bahia Blanca. 4 jours plus tard, la "AAA" revendique la responsabilité de l'assassinat.

27-9-74

CORDOBA. Dans une lettre ouverte au journal "La Voz del Interior" la Sra-Nelida B. de Tosco, femme du dirigeant syndicaliste Agustin Tosco, rend publiques les menaces répétées qui l'ont obligée à quitter sa maison qui pourrait être dynamitée à la première occasion.

14-12-74

BUENOS AIRES. Jorge Fischer et Miguel Angel Bufano, militants syndicaux dans une fabrique de peinture, sont assassinés. Fischer avait été enlevé pendant un trajet en autocar, et Bufano à la porte de l'usine.

BDIC

14-12-74

TUCUMAN. Dora Emilia Vega, dirigeante du syndicat San José, est assassinée.



Córdoba. Secondes assises du Mouvement Syndical de Base.

atteintes à la liberté de presse et d'expression

septembre 1973 à décembre 1974

11-9-73

Plusieurs dizaines de para-policiers, vraisemblablement liés à la bureaucratie syndicale, attaquent la rédaction du quotidien "Clarín", et font exploser plusieurs bombes incendiaires. Le matin même, le journal avait publié trois déclarations de l'ERP-22 août, pour assurer la publication de ces communiqués, l'organisation armée avait enlevé la veille le directeur du journal.

11-9-73

Par ailleurs, Pedro Luis Cases Camarero, directeur des journaux "Estrella Roja" et "El Combatiente", est arrêté par la police.

12-9-73

A propos de l'"affaire Clarín", le gouvernement prend position contre les "communiqués subversifs" que fait paraître la presse.

BDIC

27-9-73

PARANA. Tentative d'attentat contre Manuel Gaggero, directeur intérimaire du journal "El Mundo". Par ailleurs la police saisit la "6ème" d'"El Mundo" qui avait reproduit partiellement les communiqués de l'ERP et de l'ERP-22, niant toute participation à l'attentat contre José Rucci.

28-9-73

Par décret du pouvoir exécutif, le journal "El Mundo" est fermé, et le "Canal 9 de télévision" suspendu pour 48 heures; ces mesures sanctionnent la diffusion des communiqués de l'ERP et de l'ERP-22.

3-10-73

SAN NICOLAS. J.D. Colombo, journaliste d'"El Norte", est abattu à bout portant dans la rédaction du journal. Les auteurs du crime, arrêtés peu après, sont membres du "commando de résistance péroniste" lié à la bureaucratie syndicale.

4-10-73

TUCUMAN. La police saisit le journal du P.S.T..

9-10-73

A l'occasion d'une manifestation de chauffeurs d'autobus, des "matones" du ministère du Bien-Etre Social attaquent, sous les yeux impassibles de la police, des journalistes et des photographes. Ces derniers sont amenés de force dans les locaux du Ministère, où ils sont de nouveau frappés et où on leur détruit leur matériel. (...). Le même jour, une bombe de forte puissance explose dans les locaux de la revue "Militancia", faisant cinq blessés et d'importants dégâts.

11-10-73

Les pouvoirs exécutifs émettent le décret 1774 qui interdit l'importation de publications subversives.

25-10-73

La police perquisitionne les locaux de la revue "Nuevo Hombre".

4-12-73

Entre 200,000 et 300,000 publications et revues considérées comme "obscènes et immorales" sont incinérées en présence de l'Archevêque de Buenos Aires et des représentants de la "Ligue des pères de famille" et de la "Ligue de Morale".

10-12-73

Une bombe explose dans un cinéma où devait se produire Horacio Guarani.

28-12-73

Le gouvernement déclare que sont interdits l'expédition et la circulation par voie postale de tout type de correspondance, objets, et/ou littérature imprimée, manuscrite ou enregistrée dont la finalité est la diffusion d'idéologies, de doctrines ou de systèmes politiques visant à détruire la forme républicaine et représentative du gouvernement. Publication d'une liste de plus de 500 livres dont l'introduction est interdite en Argentine.

28-12-73

CORDOBA. Roberto Raul REYNA, journaliste du journal "Cordoba" et correspondant d'"El Cronista Comercial" est enlevé par une douzaine de policiers en civil. On apprend quelques jours plus tard qu'il a été soumis à des tortures dans les locaux de la police.

31-12-73

Deux policiers blessés lors de l'explosion de bombes dans deux cinémas qui devaient projeter le film "Jésus-Christ..". Six personnes sont arrêtées au moment où elles pénétraient par effraction dans les locaux de la société distributrice pour y brûler les copies du film.

4-1-74

Dans les librairies Fausto, Atlantida, Rivero et Santa Fé, la police des mœurs s'empare des exemplaires de 4 ouvrages jugés pornographiques. Les vendeurs sont emmenés au commissariat, détenus et interrogés pendant plusieurs heures, après avoir été traités par la police de "pédérastes" et de "communistes".

7-1-74

Une bombe détruit la rotative de l'imprimerie Cogtal qui imprime le journal "El Mundo".

12-1-74

La Fédération des Graficos de Bs.As. lance un mot d'ordre de grève.

21-1-74

L'édition du journal "El Mundo" est saisie par la police et brûlée en pleine rue; la police agit sans mandat judiciaire, après avoir cherché à faire modifier les articles relatant l'attaque par un commando de l'ERP de la garnison d'Azul.

24-1-74

Attentat à la bombe contre les locaux du journal "El Mundo".

EL CRONISTA COMERCIAL ★ 18 DE JUNIO DE 1974 ★ PAGINA 5

EL JUEZ CERMESONI ADMITIO EL AMPARO EN FAVOR DE "EL DESCAMISADO"

Quedo sin efecto la prohibición de la impresión, publicación y circulación de la revista "El Descamisado", así como también la clausura de sus oficinas de redacción y administración medidas que habían sido dispuestas por el Poder Ejecutivo, según el decreto 1100/74. La resolución fue adoptada por el Dr. Jorge E. Cermesoni, juez federal en lo contencioso administrativo, quien admitió la acción de amparo interpuesta por los propietarios y directores del semanario señores Dardo Cabo y Roberto Grassi.

El magistrado expresa que si

constitución Nacional y su restricción, que no otra cosa implica la clausura de un medio de expresión, debe encontrarse precedida de un accionar que se ajuste a las normas constitucionales y las leyes o reglamentos que la regulen de manera expresa.

"Por consiguiente —continúa el Dr. Cermesoni— descartado ya el apoyo del decreto ley 16.970, ocurre que el decreto aquí impugnado, al carecer de sustento normativo suficiente, y no estando en vigor emergencia constitucional entre otras la prevista

cuarto del decreto ley 1100/74, ocurre empero que la acción judicial promovida contra los responsables de la publicación no ha alcanzado hasta ahora tal objetivo, según surge del informe que solicitara el juzgado". Luego el juez interviene y indica que lo antedicho no quiere significar, de ningún modo, que deban quedar impunes las actitudes dañinas a la seguridad pública y a otros valores, que se viertan a través de una publicación, las que deben ser reprimidas en sede judicial. Por último, destaca que cualquiera sea el procedimiento por el cual se ponga a

25-1-74

Pour "ingérence dans les affaires intérieures d'un pays ami", les autorités de Montevideo ferment pour une durée de 10 jours l'émetteur de Radio-Colonia, situé en Uruguay et très écouté en Argentine.

26-1-74

LA RIOJA. L'intendant municipal décrète la fermeture pour 48 heures du journal local "El Independiente".

6-2-74

Devant les menaces de mort dont sont l'objet ses rédacteurs, la revue "Ya" annonce sa fermeture définitive. Les kiosques qui distribuaient la revue recevaient également, depuis plusieurs semaines, toutes sortes de menaces.

7-2-74

Julio César Fumarola, photographe de presse, est enlevé par quatre individus se disant de la police, et retrouvé quelques heures plus tard criblé de balles.

7-2-74

CORDOBA. Le Dr. Luis Longhi, délégué du parti justicialiste, exige la démission immédiate de trois journalistes du Canal 10, pour avoir réalisé et diffusé des reportages des dirigeants syndicaux R. Salamanca et A. Tosco.

BDIC

8-2-74

Fernando Mendoza, correcteur du journal "La Razon", échappe à une tentative d'enlèvement. (...). Au cours d'une conférence de presse, le général Péron demande l'ouverture d'un procès contre Ana Guzetti, journaliste d'"El Mundo", qui l'interrogeait sur les attentats fascistes et l'action des parapoliciers.

11-2-74

Les journalistes du journal "El Mundo" dénoncent les menaces de mort dont ils sont l'objet et informent que des individus qui ont refusé de s'identifier, ont tenté de fouiller le domicile de la mère d'Ana Guzetti et ont fait pression pour obtenir la démission de la journaliste.

17-2-74

Rejet du recours interposé par "El Mundo" contre la saisie et la destruction de son édition du 22 janvier.

BDIC

18-2-74

Journalistes et directeurs du "New York Times", de l'Agence France Presse et du "Buenos Aires Herald", sont convoqués par la police pour avoir participé à une conférence de presse organisée par l'ERP. "El Mundo" et "Prensa Latina", qui avaient également participé à la conférence, ne sont pas convoqués.

23-2-74

Une soixantaine d'individus appartenant à la JPRA, mitraillent pendant 15mn les locaux du journal "El Mundo". La police encercle à l'aube le quartier; après avoir permis à une vingtaine de travailleurs de rentrer dans les locaux de la rédaction elle en interdit accès et sortie, assiégeant pendant 20 heures le local, avant de procéder à sa perquisition. Le personnel présent est arrêté.

24-2-74

L'agence Telam suspend pour 10 jours les deux journalistes qui avaient annoncé la mort d'Alejandro Giovenco (CDO) à la suite de l'explosion de bombe dont il était porteur.

28-2-74

Le journal "Noticias" reproduit les déclarations de deux ex-officiers, déserteurs d'un groupe dont les membres auraient été armés et organisés pour attaquer le journal lors d'une provocation qu'aurait monté la JPRA.

28-2-74

CORDOBA. Une bombe, posée par des policiers, explose dans les locaux du journal "La Voz d'el Interior". (...) Simultanément, toutes les radios sont occupées par les groupes fascistes qui soutiennent le Colonel Navarro et diffusent des marches militaires et des communiqués injuriant le gouverneur destitué et les forces de gauche.

1-3-74

SANTIAGO DEL ESTERO. José Edmundo Tissera, directeur de la "Ultima Hora" est arrêté par la police. Son journal avait dénoncé l'utilisation des fonds destinés à secourir les sinistrés de la province.

8-3-74

Le parquet entame une action contre Manuel Gaggero, directeur intérimaire du journal "El Mundo", pour "incitation à la violence et apologie du crime". L'action fait suite au compte rendu de la conférence de presse donnée par l'ERP (cf 18.2.74). Les autres quotidiens ayant participé à la conférence ne font l'objet d'aucune poursuite.

9-3-74

Une bombe explose dans les locaux du journal "Noticias", faisant cinq blessés et de nombreux dommages. Depuis plusieurs semaines, les rédacteurs du journal sont l'objet de pressions et de manoeuvres d'intimidation.

BDIC

BDIC

12-3-74

ROSARIO. Le correspondant du journal "El Mundo" est blessé par un policier lors d'une manifestation organisée par le FAS. Le coup de feu l'atteint à bout portant, au moment où il cherche à empêcher un policier de tirer sur un manifestant en fuite.

14-3-74

Un décret du pouvoir exécutif, qui sera par la suite déclaré inconstitutionnel mais qui sera maintenu, ordonne la fermeture définitive du journal "El Mundo".

16-3-74

SALTA. Les députés justicialistes Elisa Lopez et José Paulino déposent un projet de loi destiné à exproprier les biens du journal "El Tribuno".

20-3-74

Le général Péron approuve le plan de la presse et des moyens de communication de masse préparé par le secrétariat de Presse et diffusion de la Présidence. Le plan développe le monopole d'état, et le contrôle par le gouvernement de tous les secteurs liés à l'information (...). Le journal "La Opinion" reçoit une série de menaces anonymes, à la suite d'un article où il analysait les programmes de la radio LSI-Radio Ciudad de BS.AS., mettant en évidence son contenu nazi et ses ressemblances avec les programmes allemands sous Hitler.

22-3-74

Horacio Bordo, du secrétariat de presse et diffusion de La Nation, est nommé "interventeur" du Bureau de Qualification du Film (censure), en remplacement d'Octavio Getino ("La Hora de los Hornos") qui avait été désigné à ce poste le 25.5.1973.

26-3-74

L'édition du nouveau journal "Repuesta Popular" (remplaçant "El Mundo") est saisie par la police. Le Pouvoir Exécutif décrète la fermeture définitive du nouveau journal.

8-4-74

La police fédérale saisit l'édition de la revue "El Descamisado" qui appelle à préparer le 1^o Mai.

10-4-74

Le Pouvoir Exécutif publie un décret interdisant l'impression et la diffusion des hebdomadaires "El descamisado" et "Milancia". La police occupe les locaux des deux revues.

14-4-74

CORDOBA. Rodolfo Mattarollo, directeur du bi-mensuel "Nuevo Hombre" est arrêté par la police lors d'une perquisition effectuée dans les locaux de la revue "Posicion".

20-4-74

Une bombe explose à proximité des ateliers Cogtal qui imprimaient le journal "El Mundo".

21-4-74 Une bombe explose devant les locaux du journal "El Mundo", fermé par décret de l'exécutif: un blessé et de nombreux dégâts.

13-5-74 SALTA. La police désactive 240 kg. d'explosifs placés devant le nouvel immeuble du journal "El Tribuno". L'alarme est donnée par le gardien que les auteurs de l'attentat avaient enlevé et qui réussit à s'échapper.

21-5-74 PUNTA ALTA. Oscar Mambretti, directeur du journal "La Noticia", est roué de coups à la suite d'articles publiés sur la prostitution.

4-6-74 Le gouvernement publie un décret interdisant la circulation et l'édition de la revue "El Peronista". La police fédérale saisit les exemplaires de la dernière édition.

5-6-74 La police fédérale pénètre dans les locaux de la revue "De Frente" et procède à l'arrestation de 8 personnes.

23-6-74 Le député radical Troccoli dénonce le boycott organisé par la CGE et la CGT contre le journal "Clarín" ainsi que celui organisé par les pouvoirs publics contre le journal "Noticias". Ce boycott économique consiste à ne pas faire passer de communiqués ou de publicité dans ces journaux.

11-7-74 Un groupe de fascistes armés tente d'occuper les studios du Canal 11 de TV.

15-7-74 Un groupe d'individus tente d'occuper les installations du canal 9 de T.V.

30-7-74 Le pouvoir exécutif décide l'intervention totale des chaînes privées de télévision.

6-8-74 BUENOS AIRES. La cour suprême de justice rejette le recours présenté par les avocats du journal de gauche "El Mundo", pour réclamer l'annulation de la fermeture définitive du quotidien, décrétée par le Pouvoir Exécutif le 14 mars 1974. La Cour Suprême casse également les jugements favorables à l'annulation du décret d'interdiction émis en première instance et en appel. Le recours faisait état dans ses attendus que le décret de fermeture violait expressément plusieurs articles de la Constitution Nationale.

Pour justifier sa décision, la Cour Suprême signale que d'après la réglementation du mode de présentation des recours "établie par l'alinéa de l'article 2 du décret-loi 16986, un tel recours ne peut être pris en considération par la justice s'il met en question la constitutionnalité de lois, décrets, ordonnances, etc...". Comme les plaignants n'ont pas invoqué l'insconstitutionnalité du décret 16986, la Cour Suprême décide que le recours ne peut être accepté.

14-8-74

BUENOS AIRES. L'hebdomadaire d'extrême droite "Primicias Argentinas", de diffusion très limitée, qui avait mené dans les semaines précédentes une violente campagne contre le Ministre de l'Economie José Ber Gelbard, est fermé définitivement par le pouvoir exécutif.

17-8-74

BUENOS AIRES. La Chambre Fédérale (Cour d'Appel) rejette le recours déposé contre la fermeture de la revue "Militancia", dirigée par Ortega Pena et Eduardo Duhalde, établie par décret du Pouvoir Exécutif, le 8 avril 1974. L'argumentation utilisée est exactement la même que celle présentée par la Cour Suprême pour rejeter le recours intenté contre le décret de fermeture de "El Mundo".

23-8-74

BUENOS AIRES. Une bombe explose à l'ancien domicile de Miguel Bonasso, directeur du journal "Noticias", dont il avait déménagé peu de temps auparavant. Une femme est blessée.

24-8-74

Marta Merkin, photographe de l'agence de presse "Noticias Argentinas", est détenue par la police alors qu'elle se trouvait face au commissariat no 7, où un détenu venait d'être tué par la police, vraisemblablement à la suite de tortures. Marta Merkin reste détenue plus d'une journée parce que, d'après la police, elle n'avait pas sur elle sa carte de presse. Pendant sa détention, son domicile et celui de ses parents sont perquisitionnés par la police.

27-8-74

BUENOS AIRES. Le journal "Noticias" est fermé définitivement par un décret du Pouvoir Exécutif. - Le décret, publié seulement le 3 septembre, établit dans ses attendus que le journal "était en train de réaliser une intense d'apologie des activités subversives", qu'il comportait des nouvelles présentées de façon à "déprécier l'action des forces de sécurité" et que, en particulier après les actions de Villa Maria et Catamarca, le journal s'est lancé dans une campagne d'action psychologique "destinée à faire apparaître certains faits qui se produisent isolément comme un état général de perturbation économique-sociale, tendant à produire tensions et confusion dans l'opinion publique, dans le but de détériorer le processus d'Unité Nationale". La décision de fermeture s'appuie sur le décret 16970/66 (la fameuse "Loi de Sécurité de l'Etat", promulguée sous la dictature militaire d'Onganía), qui autorise le Pouvoir Exécutif à exercer un pouvoir de police. La mesure n'en est pas moins strictement anti-constitutionnelle.

27-8-74

Le 27 août au soir, les éditions du lendemain de "NOTICIAS" sont saisies et les locaux du journal sont perquisitionnés par des effectifs de la Police Fédérale, commandés personnellement par le Commissaire Alberto VILLAR. Ce dernier déclare à cette occasion au sous-directeur du journal: "Je sais gagner et perdre. J'ai déjà un cercueil prêt pour

quand viendra mon tour, mais j'ai aussi beaucoup de cercueils prêts aux mesures de beaucoup d'entre vous". Dans un communiqué, la police fait savoir que de nombreuses armes ont été saisies lors de la perquisition, nouvelle largement reprise par la presse officielle. Il ne s'agit en fait que d'une douzaine d'armes de calibres légaux, dûment répertoriées depuis longtemps au commissariat du quartier.

27-8-74

Le journal "NOTICIAS", qui avait commencé à paraître en décembre 1973, développait une ligne politique proche de celle de l'organisation MONTONEROS, et apportait une large information sur les luttes ouvrières et la répression du mouvement populaire. Dans une conférence de presse donnée le lendemain, le directeur du journal: Miguel BONASSO, informe que l'interdiction a été motivée en particulier par les informations qui venaient d'être publiées à propos du contrat passé entre l'Etat et l'entreprise italienne Montedison pour la construction d'un complexe pétrochimique, contrat qui prévoit la dénationalisation d'entreprises d'Etat et l'accord de privilèges financiers illégaux à l'entreprise étrangère.

29-8-74

BUENOS AIRES. Les éditions de l'hebdomadaire de la JP "LA CAUSA PERONISTA" sont saisies dans les kiosques par la police. Ce No contient le récit de la mort

BDIC

du général Aramburu, par deux membres du commando Montonero (Norma ARROSTITO et FIRMENICH) qui l'avait enlevé et exécuté en juin 1970.

6-9-74

BUENOS AIRES. Le Pouvoir Exécutif décrète la fermeture définitive de "LA CAUSA PERONISTA", accusée de "développer une ligne visant à perturber la réalisation des efforts du peuple argentin pour aller à la rencontre de l'Unité Nationale". Le décret donne également ordre au Ministère de la Justice d'entreprendre une action judiciaire contre les détenus, éditeurs et responsables de la publication. Trois jours plus tard, une plainte est déposée contre la revue pour "apologie du crime", en référence à l'article publié sur la mort du général Aramburu. "La Causa Peronista" avait remplacé "EL PERONISTA" (interdit le 4 juin 1974), qui avait lui-même remplacé "EL DESCAMISADO" (interdit le 9 avril 1974).

10-9-74

SALTA. Luis Victorio GIACOSA, journaliste du quotidien "EL INDEPENDIENTE" est détenu par la police, accusé d'"outrage au corps judiciaire" à la suite d'un article publié le 7 septembre.

2-12-74

Les quotidiens "La Calle" et "Cronica" sont fermés.

*répression contre la
population et les guérilleros
à la suite des actions
de catamarca et villa maria*

BDIC

10-8-74

CORDOBA. La compagnie "Decididos de Cordoba" de l'ERP (Armée Révolutionnaire du Peuple) occupe l'usine militaire d'explosifs de Villa Maria. Durant l'opération, deux guérilleros sont tués par la police.

10-8-74

CATAMARCA. Un autre commando de l'ERP, comportant environ 80 hommes, qui s'apprêtait à attaquer le 17^{ème} Régiment d'Infanterie Aéroportée de Catamarca, est surpris par la police. Deux guérilleros sont tués dans l'affrontement. Il s'agit de José E. GRUSF (24 ans) et de Carlos RUFINO (27 ans). Les autres membres du commando se replient dans différentes directions.

11-8-74

CORDOBA. Le médecin José Luis BUSCAROLI, qui a vraisemblablement participé à l'action de Villa Maria, trouve la mort en voiture alors qu'il essaye d'échapper à un barrage policier. Manuel Alberto GONZALEZ, qui l'accompagnait, est arrêté.

11-8-74

BDIC

CATAMARCA. L'armée et la police déclenchent une gigantesque opération pour appréhender les guérilleros fugitifs. De 1500 à 2500 hommes, selon les estimations, appartenant à diverses unités militaires de la région et disposant d'équipement moderne pour la lutte anti-guérilla (hélicoptères, etc...) participent, aux manoeuvres, sous la direction du général Benjamin MENENDEZ.

Huit guérilleros (ou soupçonnés de l'être) sont arrêtés dans la station d'autobus de Catamarca.

12-8-74

CATAMARCA. Deux guérilleros, Mario Miguel PAZ et Daniel Armando AGUILERA, sont arrêtés alors qu'ils achetaient du pain pour leurs camarades dans le village de Piedra Blanca. Après un premier affrontement avec le groupe de guérilleros qui se trouvait dans le voisinage, des renforts militaires et policiers, au nombre d'environ 300, convergent vers la zone et cernent la combe où se trouve le groupe. La version officielle affirme qu'au cours d'un combat acharné, tous les membres du groupe, au nombre de 16, ont été tués. Mais dans un rapport présenté quelques jours plus tard, les avocats des détenus, Julio Cesar MARCOLLI et Alfredo CURUTCHET, révèlent que l'examen des corps prouve que les guérilleros ont été fusillés: en effet, la majorité des cada



vres présentent un grand nombre de blessures par balles, dont beaucoup effectuées à bout portant comme le démontrent les traces de poudre. D'ailleurs, plusieurs habitants de la région confirment qu'il y a bel et bien eu massacre. Au cours des jours suivants, on apprend les noms de treize des guérilleros assassinés: Luis BILLINGER, Pedro et Antonio DEL CARMEN FERNANDEZ, Roberto GEREZ, Carlos GUTIERREZ, Rogelio GUTIERREZ, Hector Mario LEZCANO, Luis LOPEZ, José Luis MOLINA, Hector MORENO, Juan de OLIVERA, Alberto ROSACES, Raul SAINZ.

12-8-74 CORDOBA. Plusieurs perquisitions sont effectuées dans diverses localités de la province. 16 personnes sont détenues.



AOÛT 1974. Combattants de l'ERP arrêtés à Catamarca.

Plus tard, 16 d'entre eux seront fusillés par l'armée.

12-8-74 SANTA FE. Les routes sont surveillées par la police, qui effectue également de nombreuses perquisitions.

12-8-74 TUCUMAN. Les voies d'accès de San Miguel de Tucuman sont étroitement contrôlées et de nombreuses perquisitions, sont réalisées, qui conduisent à l'arrestation d'au moins 11 personnes: Jorge AGUIRRE, Domingo BARRIONUEVO, Ramon CHAVEZ, Julio CORVALAN, Lorenzo GUTIERREZ, Ricardo LUCARDI, Quintin MACHADO, Tomas Teofilo MARTINO (ou ERCILLO), Alberto RODRIGUEZ GOYEN, Manuel ROMANO et Juan VIRELO.

13-8-74 CORDOBA. 14 des 16 personnes détenues la veille sont remises en liberté. On apprend que 30 autres personnes auraient été détenues. La maison des parents du soldat Mario Eugenio PETTIGIANI (le militant de l'ERP qui a permis l'entrée de ses camarades dans l'usine militaire de Villa Maria) est perquisitionnée.

A Villa El Libertador, sont détenus trois militants de la JP: Oscar LOZADA (qui travaillait comme médecin avec le Dr. BUSCAROLLI) Oscar REVIGLIO et Maria Mercedes CARRIZO.

13-8-74 CATAMARCA. La police communique l'identité de 19 personnes détenues pour leur présumée participation à l'attaque manquée contre le 17ème d'Infanterie. Il



BDIC

s'agit de: Eduardo Anibal ADONIO (blessé d'une balle à l'estomac), Eduardo AGUERO, Pablo Alonso FRANCESCO, Victor AMICHE, (56 ans, chauffeur), Eduardo Anibal ARROYO (grièvement blessé à Banda de Varela), Antonio CABRAL (de Tucuman), Juan Carlos DURDOS (arrêté à la station d'omnibus de Catamarca), Nicolas DEIZAIRD (22 ans, de Cordoba), Aurelio FERNANDEZ, Rodolfo GIARDINO (25 ans, mécanicien, de Buenos Aires). José GILCIVES CARDOSO (24 ans, de Tucuman), Raul Isidro LEZCANO (20 ans, employé, de Santa Fé), Al redo MUSTAFA (24 ans, agriculteur, détenu à la station d'omnibus de Cartamarca), Carlos S. ORELLANA (détenu à Tres Puentes), Jorge RAMIREZ (21 ans, peintre, Santa Fé), Carlos SAMOGEDNY (30 ans, psychologue, de Cordoba), José A. SOSA (détenu à Tres Puentes, de Santiago del Estero), Ramon P. VIDELA (27 ans, de Cordoba), et Francisco A. VIUDEZ (50 ans, de Moreno, Buenos Aires).

13-8-74

TUCUMAN. 50 personnes sont détenues lors de perquisitions. Des bombes explosent aux domiciles des avocats Julio Rodriguez ANIDO et Rodolfo MARTINELLI, défenseurs de prisonniers politiques.

13-8-74

SANTIAGO DEL ESTERO. 13 militants, dont la plupart seraient péronistes, sont arrêtés par la police provinciale lors de diverses perquisitions. Il s'agit de : Claudio Pedro FISCHER, secrétaire de la Faculté de "Ingenieria Forestal", dans la

BDIC

maison duquel la police affirme avoir trouvé des armes et du "matériel subversif". Il est accusé, à l'instar de Pablo ALONSO, également détenu, d'avoir servi de contact auprès de l'ERP pour les opérations de Villa Maria et de Catamarca. Les autres détenus sont: Carlos Raul LOPEZ, Mario Silvio CLARA, Juan Domingo PERIE, Roberto WENDNAGEL, Juan Carlos SERANO, Juan Francisco GRUPALLI, Oscar ARCE, Oscar René RUIZ et Mary Isabel ACOSTA de RUIZ. Olga CANLO et Norma Beatriz CANLO. Tous seront libérés deux semaines plus tard, à l'exception des époux RUIZ.

14-8-74

TUCUMAN. Plus de 50 perquisitions sont effectuées à travers la province. Les voies d'accès de San Miguel de Tucuman sont strictement surveillées.

14-8-74

CORDOBA. L'Université Nationale de Rio Cuarto est perquisitionnée par la police fédérale, qui y pénètre avec des blindés. Les domiciles de six personnes travaillant à l'université sont fouillés de fond en comble.

14-8-74

Plus de 50 personnes sont détenues lors de perquisitions et de contrôles routiers. La police découvre, dans une villa de Villa Maria, des armes, des explosifs et des uniformes militaires: cette maison a dû vraisemblablement servir de base aux guérilleros qui ont occupé l'usine d'explosifs.

14-8-74

JUJUY. La police provinciale annonce l'interdiction de toute manifestation publique jusqu'à nouvel ordre, et met en place un dispositif de contrôle des routes et de la capitale provinciale.

15-8-74

CATAMARCA. Les prisonniers arrêtés, dont les noms avaient été publiés le 13 août (cf. plus ci-dessus), sont soumis à de violentes tortures depuis le jour de leur arrestation (11 août). C'est ce qu'affirment leurs avocats dans une plainte déposée ultérieurement devant le juge fédéral de Catamarca. Selon cette déclaration, "les tortures comprennent toute une série d'atrocités, ce qui est contraire à la constitution et aux lois en vigueur, ainsi qu'aux normes universelles concernant le respect des droits de l'homme. Nos clients ont reçu des coups et coups de poing, subi des brûlures de diverses natures, y compris des chocs et décharges électriques, des outrages les plus divers, comme l'ingestion de crachats et d'urine, des simulacres répétés d'exécution. Ils ont reçu des coups de crosse de fusil; ils ont été ligotés avec des garrots asphyxiants et des ficelles sur tout le corps, et suspendus par les poignets de telle sorte que les menottes pénétraient profondément dans la chair... etc... Pendant les quatre premiers jours, ils ont été déchaussés, et n'ont pu absorber le moindre aliment, ni même de l'eau. Lorsqu'ils n'étaient

pas interrogés, ils devaient rester continuellement debout, les jambes écartées et la tête contre le mur. Leurs bourreaux les frappaient et leur donnaient sans cesse des coups de pied. Ils avaient en outre les yeux bandés et étaient encapuchonnés; ainsi, les tortionnaires ne couraient aucun risque d'être reconnus ou identifiés. Ces tortures, et en particulier ces coups, ont été appliqués dès le début de leur arrestation et se sont poursuivis même après le transfert des détenus à la Préfecture de Police de Catamarca. Cependant, les pires tortures ont été appliquées dans d'autres locaux, où les victimes étaient amenées après un voyage en voiture de cinq à dix minutes. Certains indices laissent croire qu'il s'agirait d'une caserne militaire".

Toujours selon le document, les détenus affirment qu'on leur a injecté le "répugnant sérum de vérité", car ils se souviennent avoir été plongés dans de longues périodes d'hallucinations, pendant plusieurs jours. Tout nous porte à croire qu'on leur a injecté du penthotal sodique ou un autre produit chimique similaire. En outre, certains de nos clients soutiennent qu'il est probable qu'ils ont été torturés à un moment donné dans les locaux de la Délégation de la Police Fédérale. Selon eux, le personnel de cette délégation, qui a participé à l'élaboration de leur dossier, a lui-même assisté et participé aux séances de

BDIC

BDIC

tortures". Les avocats signalent également que l'un des détenus, Carlos SAMO-JEDNY, "a été transporté en hélicoptère à Tucuman, torturé physiquement, et menacé à plusieurs reprises d'être lancé, dans le vide depuis l'hélicoptère en vol s'il ne dévoilait pas l'emplacement des soit-disant camps de guérilleros dans les zones survolées".

15-8-74

ROSARIO. De nombreuses perquisitions sont effectuées, surtout dans les quartiers ouvriers. Trois personnes sont arrêtées au n°2888 dans la rue Gaboto. Il s'agit de: Domingo Alberto MOTTO (29 ans), Alicia Beatriz LEEUW (26 ans, ouvrière) et Federico E. DRUETTA (29 ans). La police affirme avoir saisi dans ce domicile une importante quantité d'armes, et d'après certains témoins, elle y aurait découvert une "prison du peuple". Selon les communiqués ultérieurs de la police, les trois détenus seraient membres de l'organisation "Poder Obrero".

16-8-74

TUCUMAN. Lors d'une perquisition au n° 2325 de la rue Viamonte, sont détenus Roque Orlando MONTENEGRO, Hilda Ramona TORRES, et l'étudiant en médecine Hector CAÑETE. La police affirme avoir trouvé du matériel de l'ERP dans la maison.

17-8-74

TUCUMAN. L'opération militaire se poursuit contre les combattants de l'ERP. Dans le cadre de ces manœuvres, la population locale, composée essentiellement d'ouvriers agricoles employés à la récolte de la canne à sucre et dont les conditions économiques sont particulièrement précaires, est malmenée et durement réprimée par les forces répressives. Selon "La Nacion", des ouvriers de la centrale sucrière Santa Lucia "ont été arrêtés, emmenés encapuchonnés, déchaussés, et menottes aux poings, et mis à la disposition de la justice. Toute personne qui ne peut prouver son emploi du temps et justifier sa présence dans la zone est détenue pour vérification d'identité. Les malheureux ouvriers de la canne à sucre sont terrorisés et peu d'entre eux osent parler. Ils ont été menacés pour qu'ils révèlent la présence des guérilleros, car on suppose que ceux-ci jouissent de l'appui de la population locale. De même, des listes d'ouvriers combattifs et surtout syndicaux de la zone ont été montées."

17-8-74

Dans une interview, le général Luciano Benjamin MENENDEZ, chargé du commandement des opérations, déclare: "Notre objectif est de vérifier s'il y a ici des gens qui ont participé aux événements de Catamarca, et d'agir contre eux. S'il y en a, nous les annéantirons".

17-8-74 CORDOBA. Environ 70 personnes ont été détenue lors des actions policières effectuées ces derniers jours.

17-8-74 La police arrête un camion transportant du sable et détient ces deux occupants: Fermin RIVERO et Osvaldo PAOLINI. Enfouies sous le sable, la police découvre diverses armes de guerre, des munitions et une grande quantité d'explosifs. Les deux détenus auraient reconnu leur appartenance à l'ERP.

18-8-74 TUCUMAN. Au cours d'une perquisition effectuée au 2800 de la rue Laprida, la police arrête deux étudiants, Nilda Cristina ALVAREZ (21 ans) et Miguel Gustavo HURTADO (22 ans), et déclare avoir saisi une importante quantité d'armes (pistolets, explosifs, grenades, fusils, mitrailleuses) ainsi que des uniformes militaires et du matériel de propagande de l'ERP.

18-8-74 Une série d'opérations sont effectuées contre les ouvriers agricoles et activistes syndicaux de la zone de FAMAILLA: au moins 16 personnes sont arrêtées par la police provinciale, qui frappe plusieurs d'entre elles.

18-8-74 Selon la Jeunesse Péroniste de Santa Lucia, un militant de la JTP, CONTRERAS, et Raul AGUILAR, amnistié en mai 1973, sont arrêtés alors qu'ils rentraient de leur travail.

18-8-74

Luis Angel VARGAS, recherché activement par la police, est arrêté dans la ville de Monteros.

19-8-74

CATAMARCA. Deux hommes qui auraient participé à l'attaque manquée contre le 17^{ème} Régiment d'Infanterie, sont détenus dans la localité de Portezuelo. D'après la police, ils se seraient rendus sans opposer de résistance, affaiblis par la faim et la soif.



Erratum : Page 42, au lieu du 6/8/1974
ce doit être février 1974

imp. Repro-Rapid
tél. 285 32 34/45 IMPRIME EN FRANCE
tirage: 1500 ex.

BDIC

BDIC



MSB LUZ Y FU MOVIMIENTO SINDIC DE BASE

CONTRA EL CORROMP

